Rez de chaussée A 4/5 bis 1120

2 11 . N° 123. — Janvier 1932. Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

POURQUOI NOUS RESTONS A LA C.G.T.U.

par F. CHARBIT

GANDHI et la lutte de classes

entretien de GANDHI et de ROMAIN ROLLAND

Les socialistes tuent les socialistes

par Ida METT

Staline faussaire

textes de LENINE et d'ENGELS

Culture et Propagande

par B. GIAUFFRET

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS.
Les Progrès du Capitalisme d'Etat. — La garde civile. — A la Bourse du Travail d'Alger. — Les ravages des méthodes staliniennes dans nos rangs.

UNE LETTRE SUR LA CAUSE DES CRISES ..... **Souzy**

GANDHI ET LA LUTTE DE CLASSES. **D. G.**

LA VÉNALITÉ DE LA PRESSE SOCIALISTE ..... **J. P.** et **R. L.**

POURQUOI NOUS RESTONS A LA C.G.T.U. ..... **F. Charbit**

LE FASCISME ET LE MOUVEMENT OUVRIER EN SCANDINAVIE ..... **P. Stenstrom**

LES SOCIALISTES TUENT LES SOCIALISTES ..... **Ida Mett**

NOTES ECONOMIQUES.
François-Marsal escroc. — Nous aussi nous aurons à payer 100 millions pour les dettes de François-Marsal. — Les deux milliards de la Banque de France. — Le comble de l'incohérence .. **R. Louzon**

STALINE FAUSSAIRE. **R. L.**

PARMI NOS LETTRES.
Critiques et suggestions. — L'activité des comités locaux d'unité. — Etait-ce de la dictature ? — L'escamotage de l'amnistie. — Un reproche. — Les derniers massacres de Syrie. — En Syrie, République ou Royauté ? — Marx, Lénine, Staline.

CULTURE ET PROPAGANDE. ..... **B. Giauffret**

A TRAVERS LES LIVRES.
La Carne. — Le problème de la culture. — A Vincennes sans invitation. — La langue internationale ..... **Ch. Chianéa** **B. Giauffret**

A TRAVERS LES REVUES.
Europe. — Nouvel Age. .... **B.G. et Ch. Ch.**

FAITS ET DOCUMENTS.
La clef de la situation internationale est en Allemagne. — Berlin Hiver 1931. — Les syndicats allemands s'intègrent-ils dans un capitalisme d'Etat ?

ENTRE NOUS.

LES FAITS DU MOIS

Les Progrès du Capitalisme d'Etat.

On verra plus loin, aux « Documents », un article de l'organe du Leninbund, qui pose la question de l'instauration imminente d'un régime de capitalisme d'Etat en Allemagne.

Et, de fait, tous les partis allemands, de la droite à la gauche, tendent actuellement vers le capitalisme d'Etat. Que ce soit Hitler qui réclame le contrôle général de l'économie par l'Etat, ou Brüning qui, sous le nom d'ordonnances « de détresse », édicte des mesures qui fixent d'autorité, les prix, les salaires, et les intérêts, ou enfin, les social-démocrates qui acceptent de gaieté de cœur l'effroyable réduction du niveau de vie que ces ordonnances apportent au niveau de vie déjà si bas de l'ouvrier allemand, parce qu'elles sont, disent-ils, l'application du principe socialiste (!) de l'intervention de l'Etat dans l'économie, tous semblent d'accord pour substituer au capitalisme privé qui est de regle depuis quelque cent cinquante ans en Europe, un système d'économie nationale dirigé et contrôlé par l'Etat.

Nos camarades du Leninbund estiment — et cela expliquerait les subventions de la grande industrie à Hitler — que l'avènement du capitalisme d'Etat est voulu par les magnats eux-mêmes, qui ne voient plus d'autres moyens pour se sortir du pétrin, que l'intervention de l'Etat. L'intense politique de concentration industrielle avec ses gigantesques konzerns et ses cartels obligatoires, par laquelle l'industrie allemande avait tenté jusqu'ici de faire face à ses difficultés n'a fait, en effet, que les aggraver ; mais comme tout de même, il ne saurait revenir en arrière, c'est dans la même direction, que persiste le capitalisme allemand : avec le capitalisme d'Etat, il entend porter la concentration à son maximum, à son total, par la fusion de toutes les entreprises en un unique et immense trust d'Etat.

Ce qui est le plus significatif c'est que cet état d'esprit ne semble pas particulier au capitalisme allemand ; il parait partagé par le capitalisme qui, jusqu'ici était réputé le plus individualiste, le plus hostile à l'intervention de l'Etat: le capitalisme américain. Un vieux camarade, que son métier amène à fréquenter en toute liberté, des milieux touchant de près au capitalisme yankee, nous faisait part récemment de sa stupéfaction lorsqu'il y a quelques mois, un de ces personnages lui déclara qu'en Amérique les maîtres des trusts considéraient l'intervention de l'Etat dans leurs entreprises comme une nécessité du proche avenir, et que c'était là une perspective qu'ils voyaient, ma foi ! sans trop de répugnance.

Ce serait donc précisément dans les deux pays où le capitalisme s'est le plus développé, où sa croissance s'est affirmée avec le plus de vigueur, qu'effrayés par les forces qu'ils ont évoquées, et qu'ils ne se sentent plus capables de maîtriser, les capitalistes privés demandent à une puissance extérieure de les détruire eux-mêmes afin de dompter les forces dont ils ne sont plus maîtres.

Que serait-ce que ce capitalisme d'Etat ?

Il faut être aussi étranger au socialisme que la social-démocratie allemande, pour s'imaginer que le capitalisme d'Etat a la moindre parenté avec le socialisme. Le socialisme c'est la suppression des classes, le socialisme c'est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est la suppression de l'accaparement de la plus value par d'autres que ceux qui la produisent. Or, que la production et l'économie soient concentrées entre les mains d'un même organisme, l'Etat, cela n'implique nullement que soient supprimées les classes, que disparaisse l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est l'Etat, et les castes bureaucratico-féodales en lesquelles il s'incarne, qui deviennent les exploiteurs, — le travailleur restant l'exploité. Les anciens empires du Proche-Orient, qui sont restés dans la mémoire humaine comme le symbole même de l'oppression et de l'exploitation, fournissent une image de ce que peut être un pays où l'exploitation est poussée à ses extrêmes limites, tout en ne revêtant pas un caractère privé.

Et c'est là où nous allons, si la classe ouvrière ne se ressaisit pas, si elle continue à espérer en un « bon maître » qui lui ferait une vie pas trop dure, au lieu de vouloir, pour elle-même, le pouvoir, de l'exercer elle-même, organisant elle-même la production et la société, avec toutes les responsabilités et tous les devoirs que cela comporte. Socialisme ou capitalisme d'Etat ? Socialisme, c'est-à-dire élimination de tout ce qui n'est pas producteur ; socialisme, c'est-à-dire prise en charge par les organes directs de la classe ouvrière, syndicats ou Conseils, de la vie économique et de tous les rapports sociaux. Capitalisme d'Etat, c'est-à-dire consolidation des rapports actuels de domination et d'exploitation à l'intérieur d'une carapace bureaucratico-policière. Ou bien une société nouvelle, ou bien la vieille société revêtue simplement d'oripeaux nouveaux, qui ne sont manifestement d'ailleurs que des habits de vieillard. D'un côté la solution syndicaliste ; de l'autre celles de Berlin, de Genève et de Moscou. Toutes trois très semblables au fond malgré les apparences. Ici la décadence et l'oppression, là le progrès et la liberté !

La garde civile.

Que les pacifistes nous pardonnent, mais le problème des révolutions, en notre occident tout au moins, est tout entier dominé par une question : qui a les armes ? *Le caractère d'une révolution dépend exclusivement de la solution donnée à cette question : quelle est la classe qui possède les armes, — ou, qui commande à ceux qui ont les armes ? C'est ainsi que toute la révolution espagnole est dominée par la question de la* garde civile.

Les gardes civils ne sont pas comparables à nos gendarmes. Quand un nouveau-venu en Espagne traduit garde civil par gendarme, on lui fait remarquer que c'est une erreur, que l'Espagne a également des gendarmes, mais le garde civil c'est autre chose. Les gardes civils ne sont pas chargés d'aller dépendre le pendu de Saint Germain, ils n'ont point à enquêter sur les crimes, ou à dresser des contraventions aux automobilistes : ces besognes pacifiques ne sauraient leur convenir. Leur seule fonction est de tirer dans le tas contre ceux qui manifestent contre le gouvernement. S'ils ne sont pas comparables à nos gendarmes, ils sont en revanche le modèle même de cette garde mobile dont nous ont dotés Paul-Boncour, Renaudel et quelques autres du même genre. C'est une troupe de guerre civile, — uniquement de guerre civile.

C'est la garde civile qui a fait, ou plutôt permis de faire, la révolution. C'est et c'est uniquement parce que son général, Sanjurjo, avait déclaré à Alphonse qu'il ne donnerait pas à sa troupe l'ordre de le défendre, que celui-ci quitta l'Espagne. Au jour de la proclamation de la République, les gardes civils échappèrent à la fureur populaire en étant les premiers à arborer la cocarde républicaine. Et pendant toutes les premières semaines, alors que se posait la question de son désarmement et de son remplacement par une milice ouvrière, la garde civile resta dans ses casernes, n'intervenant que le moins possible. Mais maintenant que le nouveau régime est « consolidé », maintenant que « tout est rétabli », la garde civile, aussi armée que jamais, seule armée, redevient maîtresse du sol espagnol : qui la commande est le maître. Elle tue les prisonniers sans défense, fusille les foules désarmées, et lorsque la fureur populaire parvient, comme l'autre jour, à faire quelques victimes dans ses rangs, son chef pose un ultimatum au gouvernement.

Garde civile ou milice ouvrière ? Tout le sort de la Révolution dépend de celui des deux termes qui l'emportera.

Selon que la garde civile sera dissoute ou subsistera, il y aura eu en Espagne une révolution, ou il n'y en aura pas eu.

A la Bourse du Travail d'Alger.

Il s'est passé à la fin du mois dernier, à la Bourse du Travail d'Alger, un incident qui en dit long sur l'état de déchéance dans lequel est tombé, en bien des lieux, le mouvement ouvrier.

Lorsque les bourgeois « républicains » fondèrent, il y a quarante ans, les premières Bourses du Travail, les ouvriers n'acceptèrent d'y aller qu'à la condition d'y être « chez eux ». On mettait des locaux à leur disposition ? bien ; mais ils entendaient les administrer eux-mêmes et que ni la municipalité, ni le gouvernement, et encore bien moins la police, n'aient rien à y voir.

Ces temps sont loin !

Aujourd'hui, à Alger, à la Bourse du Travail, la police est chez elle. Non seulement il est à peu près impossible d'aller à la Bourse, à quelle qu'heure que ce soit, sans rencontrer des mouchards à la porte, mais, même à l'intérieur de la Bourse, qu'il y ait réunion ou qu'il n'y en ait pas, ceux-ci pénètrent à tout moment. Et c'est ainsi que le 18 décembre, l'un de ces mouchards n'hésita pas, de sa propre autorité, à pénétrer à l'intérieur d'un des bureaux de syndicats de la Bourse, où se trouvaient deux camarades, un homme et une femme, sous le prétexte de leur demander leurs papiers d'identité.

Pour faire une démonstration contre ce qu'elle considérait d'après ses déclarations, comme une violation de domicile (le policier n'étant naturellement muni d'aucun mandat de perquisition ou autre), la camarade libertaire, Marguerite Aspès, tira de son sac un revolver — que le policier n'eut aucun mal à détourner — et une balle alla se loger au plafond.

Second acte. Dix minutes après, le secrétaire de l'Union Régionale Unitaire, Sastre, arrive : il est arrêté. Quel rapport entre sa venue à la Bourse, où devait se tenir précisément la réunion d'un syndicat unitaire, et le geste de Marg. Aspès ? Les policiers ne s'embarrassent pas de si peu ; à Alger, plus encore qu'ailleurs, l'arbitraire est la règle ; on arrêta Sastre, parce qu'il plaisait de l'arrêter.

Troisième acte, le plus triste. Les journaux d'Alger ayant, dans leur relation de l'affaire, indiqué que Marg. Aspès était communiste, le secrétaire du parti dit « communiste » d'Alger, leur envoya aussitôt la lettre suivante :

« Notre parti et aucun de ses militants n'ont rien à voir avec de pareilles gens contre lesquels nous luttons au même titre que contre les ennemis de la classe ouvrière. Nous désapprouvons complètement le geste de cette femme, geste qui ne peut être que celle d'une malade. » (*Presse Libre*. 20 décembre).

Ainsi, voilà des gens qui laissent mettre la Bourse du Travail sous la coupe de la police, qui acceptent que la Bourse devienne une vérita-

ble succursale de la Tour Pointue, et lorsqu'une femme — par des moyens que nous n'entendons pas défendre mais dont elle a pris seule l'entière responsabilité — entend protester contre cette situation, ces prétendus révolutionnaires, sans doute dans l'espoir de faire relâcher plus tôt leur secrétaire, n'hésitent pas à accabler publiquement cette femme, la déclarent « malade », et affirment qu'ils « luttent » contre elle. Ce n'est pas contre les policiers pénétrant dans la Bourse qu'ils en ont, c'est contre cette « ennemie de la classe ouvrière » qui, à ses risques et périls, s'est opposée à leur intrusion.

Il n'y a jamais eu, dans les annales du mouvement ouvrier, d'acte aussi vil.

Les ravages des méthodes staliniennes dans nos rangs.

On sait quel grave problème se pose devant la conscience des syndicalistes révolutionnaires de ce pays. Après le Congrès de la C.G.T. votant une motion par laquelle la C.G.T. faisait, ou semblait faire, un pas vers l'unité, et celui de la C.G.T.U. restant plus anti-unitaire que jamais, que doivent faire les partisans de l'unité, syndiqués à la C.G.T.U. ? Rester à la C.G.T.U. pour continuer à tenter d'y faire prévaloir leurs conceptions, ou bien rentrer à la C.G.T. afin d'y constituer une gauche syndicaliste ? La question est d'importance. La R. P. a donné, le mois dernier, l'une des thèses, avec l'article de Monatte ; elle donne aujourd'hui la thèse contraire, avec l'article de Charbit. Car il est évident que la question ne pourra être convenablement résolue que par les méthodes syndicalistes, les méthodes de libre discussion et d'honnêteté.

Or, quelle n'a pas été notre surprise et notre tristesse, en voyant ces méthodes foulées au pied dans l'un des syndicats qui avait été jusqu'ici l'un des plus fermes soutiens du syndicalisme, le syndicat unitaire des typos parisiens, et cela par certains de ceux que nous considérions comme les meilleurs de nos camarades : dans la lutte qui y mettait aux prises partisans du retour à la C. G. T. et partisans du maintien à la C. G. T. U., on a publié un tract qu'on aurait dit sorti en droite ligne des officines de l' « Humanité » !

Aucun argument en faveur de la thèse défendue ! Mais des choses comme celles-ci : en restant à la C.G.T.U. on approuve par cela même ce qu'y font les communistes ! argument juste d'autant de valeur que celui qui consiste à dire qu'en rentrant à la C.G.T. on approuve la politique de Jouhaux. Et puis, et surtout, des calomnies, ou plus exactement des insinuations et des perfidies contre les personnes. Contre des gens qui n'ont pas bougé depuis une demie-douzaine d'années de leur position d'opposition à la majorité confédérale, qui ont supporté personnellement la plus grande charge de cette tâche d'opposition, on vient insinuer que c'est pour une question d'avantages personnels qu'ils veulent rester à la C.G.T.U. ! Exactement le procédé classique des staliniens : diffamer les personnes afin de détruire les idées.

Que les meilleurs de nos camarades en soient arrivés là, que des adversaires déclarés du parti communiste se croient maintenant obligés, pour faire triompher leurs thèses, de copier les méthodes staliniennes, dans ce qu'elles ont de plus abject, rien ne montre davantage à quel point la contamination a été profonde.

Une lettre sur la cause des crises

La lettre qui suit date déjà de fin juillet. Arrivée à un moment où Monatte était absent de Paris, elle est restée ignorée de la rédaction jusqu'à ces derniers jours, ce qui explique sa publication tardive, dont nous nous excusons.

Dans le numéro de juillet de la R.P., le camarade Louzon a tenté vainement de justifier la thèse précédemment exposée par lui.

Louzon se donne beaucoup de mal pour expliquer le fait que dès avant la crise, des pays industriels comme l'Angleterre et l'Allemagne avaient un grand nombre de chômeurs, chose qu'il ne peut nier. Il indique que c'est la première fois qu'une crise est née alors qu'il existait déjà un certain nombre de chômeurs dans certains pays. L'explication est simple: les pays industriels, munis d'un outillage considérable, ne pouvaient l'utiliser à plein, non faute d'ouvriers, mais faute d'acheteurs. Il y avait dans certaines branches (la construction mécanique en Allemagne, par exemple) une sorte de crise permanente. Pourquoi? Parce que, naturellement, il y a disproportion entre les moyens de production actuels et la consommation. Admettons même, ce qui n'est pas le cas, je crois, qu'il n'y ait pas eu aux E.U. un seul chômeur avant la crise. Qu'est-ce que cela signifierait? Tout simplement que les ouvriers des E.U. travaillaient au détriment des ouvriers européens chômeurs, mais cela ne serait pas du tout une confirmation de l'étrange thèse de Louzon.

Bien que Louzon parle, on ne comprend pas trop dans quel sens, de « centres industriels indépendants », il faut regarder le régime capitaliste comme un tout complet. Les moyens de production, *dans leur ensemble*, sont trop puissants pour la capacité de la consommation. Cela ne veut pas dire que dans chaque pays un pourcentage identique de ces moyens restera inoccupé. Certains pays peuvent produire à plein, mais ils augmentent alors d'autant le chômage dans les autres. Il est d'ailleurs intéressant de constater que ce sont précisément des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre, où la technique industrielle est fort avancée, qui ont été touchés les premiers par le chômage chronique. Les pays moins industrialisés ont mieux résisté, parce que leur économie mieux équilibrée, repose dans une moindre mesure sur la prospérité de leur exportation.

Il faut, après cela, beaucoup de bonne volonté pour distinguer comme le fait Louzon entre la crise brutale venue d'Amérique, et la crise latente ressentie depuis plusieurs années par les pays industriels européens. Les deux ont les mêmes origines; il n'y a entre elles que des différences de rythme et de degré.

Quant à dire que « la production accrue trouve un débouché accru dans l'augmentation même de la production », c'est encore un de ces paradoxes qui prouvent que si Louzon a lu Marx, il ne l'a pas entièrement accepté. Nous ne faisons pas du marxisme un catéchisme. Mais ce que Louzon n'explique — imparfaitement d'ailleurs — qu'avec la peine la plus extrême, devient clair si l'on accepte la théorie de la valeur. Or, dire que « l'augmentation de la production trouve son débouché dans l'augmentation de la production, parceque celle-ci, pour s'augmenter, a besoin précisément d'une quantité supplémentaire de produits », c'est oublier, d'une part, que les producteurs (prolétaires) joints aux capitalistes, ne peuvent consommer intégralement le produit qu'ils fabriquent, à moins de supprimer totalement la plus-value, chose impossible en régime capitaliste, et c'est oublier d'autre part, qu'il ne s'agit pas seulement de produire, mais de vendre, et de vendre avec bénéfices.

Une autre preuve que Louzon ignore ou rejette la théorie de la valeur se dégage de son argumentation quant à l'utilisation d'une machine nouvelle par un capitaliste. Il est évident qu'il faut tenir compte du travail fourni à un certain nombre d'ouvriers par la construction et l'entretien de cette machine. Mais il est bien certain que ce nombre n'est pas égal à celui des ouvriers qu'elle rend inutile, faute de quoi, en admettant que le prix du travail est à peu près le même pour tous, le capitaliste acheteur de la machine n'aurait pas intérêt à la mettre en service. Pour qu'il ait intérêt à le faire, il faut qu'il puisse l'amortir, c'est-à-dire que son prix d'achat et d'entretien soit inférieur au total des salaires qu'elle le dispensera de payer ; en d'autres termes, que sa construction aura nécessité moins d'heures de travail que son emploi n'en supprime: c'est à cette seule condition qu'elle est avantageuse pour le capitalisme. Donc elle occupe, en tout, moins d'ouvriers qu'elle n'en a mis en chômage. C'est pour cette raison que de petites entreprises n'ont pas intérêt à employer des machines à grand rendement, parce qu'elles ne pourraient pas utiliser toute leur capacité de production. L'argument de Louzon, qui est partiellement juste, ne saurait donc affecter que partiellement également la valeur de celui qu'on lui opposait, c'est-à-dire l'augmentation de la productivité de l'ouvrier, grâce au machinisme, et le chômage qui en résulte.

Pour les explications que demande Louzon quant aux facteurs psychologiques, au rôle de la spéculation, etc... je me permets de le renvoyer au livre très clair et très complet de notre camarade Laurat, où il trouvera quantité de renseignements et d'explications aux problèmes qu'il se pose. (*L. Laurat, Bilans*).

A mon tour, toutefois, de poser à Louzon, quelques questions :

1° S'il n'y a pas surproduction chronique (dans certaines branches, et non encore dans toutes) comment expliquer les cartels internationaux qui même dans la période de prospérité, et surtout durant cette période, ont été conclus? Quand le marché est vaste, libre, quand les débouchés *nouveaux* abondent, il n'est pas besoin d'ententes ou de cartels internationaux.

2° Comment Louzon explique-t-il, si sa théorie est juste, la durée de la crise: il y a actuellement des capitaux disponibles, et des ouvriers à exploiter. Qu'est-ce qui empêche la reprise du travail?

3° Si la théorie de Louzon explique (faussement) la naissance de la crise, elle n'explique pas que les stocks produits ne s'écoulent que fort lentement. S'il n'y avait pas surproduction, s'il y avait seulement manque de bras à exploiter par le capital, la consommation des stocks n'aurait pas été arrêtée dans une aussi large mesure par l'arrêt de la production.

4° La théorie du manque de bras est-elle compatible avec l'existence des immenses réservoirs humains constitués par les colonies? et avec la possibilité d'augmenter la durée du travail?

SOUZY.

*
* *

Je réponds, aussi brièvement que possible, aux questions posées:

1° *La théorie exposée par moi n'a nullement pour but d'expliquer toutes les crises qui peuvent frapper le capitalisme, (crises spéciales à certains pays, crises spéciales à certaines industries), pas plus que les difficultés de plus en plus grandes que le capitalisme peut rencontrer à adapter d'une manière permanente sa production à la consommation ; elle s'applique exclusivement aux* crises cycliques, *ces crises aiguës qui frappent l'ensemble de la production capitaliste, à intervalles réguliers, et qui sont caractéristiques du capitalisme depuis sa naissance. Elles se produisirent à une époque où il n'y avait pas de cartels, où il n'y avait pas de chômage chronique, et, au contraire de ce qu'espéraient les rationalisateurs, elles n'ont pas disparu à l'époque des cartels et du chômage chronique. Elles en sont donc indépendantes.*

2° *Je me trouve avoir répondu par anticipation à la deuxième question* (R. P. *d'octobre* 1931): *la crise n'est pas un phénomène réversible, elle ne disparait pas aussitôt qu'a disparu sa cause, pas plus que ne disparaît une congestion pulmonaire lorsqu'a disparu le froid qui l'a causée.*

3° *Je ne comprends pas la difficulté. L'arrêt presque total de la construction de nouveaux moyens de production diminue considérablement la consommation, surtout en matières industrielles, et tant que la production de ces matières n'est pas réduite suffisamment, ce qui ne se fait que fort lentement, les stocks, non seulement ne diminuent pas, mais augmentent.*

4° *Je ne vois aucune incompatibilité. D'une part la période de prospérité économique qui précède la crise est aussi période de prospérité économique pour les colonies qui, elles aussi, à ce moment surtout, ont besoin de bras. Pour beaucoup de colonies d'ailleurs, loin d'avoir de la main-d'œuvre en excès, elles en manquent d'une manière permanente. La crise de la main-d'œuvre est chronique dans les mines d'or d'Afrique du Sud, du Congo belge, de l'Algérie, et pour tous les travaux publics des colonies. Le « travail forcé » institué dans la plupart des colonies se donne précisément pour objet de remédier à la crise permanente de main-d'œuvre qui y sévit.*

Quant à la possibilité d'augmenter la durée du travail, on l'augmente en effet, en fait, durant la période qui précède la crise, — ce qui est précisément un indice de la pénurie de main-d'œuvre —, mais il y a des limites auxquelles on se heurte très rapidement. Quand on a augmenté d'à peu près 20 % la durée habituelle de la journée de travail, tant la résistance syndicale que celle de l'organisme humain empêchent d'aller plus loin.

Pour ce qui est des autres points soulevés dans le corps même de la lettre de Souzy, je me réserve d'y revenir — par petites doses — dans des notes économiques.

R. L.

UN ENTRETIEN DE GANDHI ET DE ROMAIN ROLLAND

Gandhi et la lutte de classes

Il est une question brûlante à laquelle nous aurions voulu entendre Gandhi répondre à Magic-City, c'est celle de la lutte de classes.

N'ayant pu l'interroger comme nous l'aurions voulu, nous avons envoyé à Romain Rolland, chez qui le « Mahatma » a passé quelques jours, le questionnaire suivant, lui demandant de le soumettre à son hôte :

Votre attitude, en ce qui concerne la question des classes, ne nous satisfait pas.

D'instinct, certes, vous êtes avec la classe pauvre. Votre foi dans le peuple est, dites-vous, illimitée. La souffrance des affamés est votre souffrance. Votre position dans la question des intouchables est une position humaine et courageuse quand on sa't les préjugés de l'Inde.

Pourtant, au lieu de conseiller aux parias la lutte contre les classes oppresseuses vous allez leur dire que *l'union des classes* est la première condition du mouvement général de Non-Coopération. (27 octobre 1920).

Dans les rapports entre patrons et ouvriers hindous, vous souhaitez que ces rapports soient ceux « des membres d'une même famille » (8 juin 1921) ; vous espérez le jour où « *les ouvriers auront appris à prendre à cœur l'intérêt de leurs patrons* » (6 octobre 1921) ; vous n'acceptez la grève qu'à contre-cœur et voulez la remplacer par l'arbitrage obligatoire.

Vous réclamez pour l'ouvrier un gain « suffisant » et faites confiance à ce propos au « bon sens du capitaliste ».

Vous conseillez certes aux travailleurs de s'organiser en puissants syndicats mais en ajoutant que ceux-ci « feront œuvre plus utile en fournissant à l'ouvrier les moyens de se perfectionner intérieurement qu'en luttant contre le capitaliste ».

Bref, il nous est impossible de nous accorder avec vous sur le terrain de la lutte de classes.

Vous êtes et vous restez un disciple de Ruskin et votre malchance est d'avoir lu « Unto this last » au lieu du « Capital » de K. Marx.

Pourtant, permettez-moi de vous poser deux questions :

1° Admettons avec vous que, pour les peuples sous le joug étranger, la nécessité de se libérer d'abord de l'envahisseur les oblige à une *provisoire* union des classes, à la constitution d'un seul bloc national.

Mais les événements vont vite. La bourgeoisie indigène, le capitalisme indigène se développent. Et vos bons conseils à messieurs les Parsis (23 mars 1921) n'empêchent que, chez vous comme ailleurs, « *la concentration du capital s'opère entre les mains d'un petit nombre.* »

A la lutte contre l'oppresseur britannique succèdera inéluctablement la lutte contre l'oppresseur indien. Continuerez-vous alors à demander aux ouvriers de « prendre à cœur l'intérêt de leurs patrons » ?

2° Vous venez de reprendre contact avec nos pays de l'Europe occidentale. En Angleterre, vous vous êtes mêlé à la masse des travailleurs — ou plutôt des sans-travail, — victimes de la crise du capitalisme.

Pour eux ne joue pas, comme pour vous, la nécessité de faire bloc contre le joug étranger.

Ayant repris contact avec le prolétariat occidental, en cette heure douloureuse, lui reprocherez-vous de pratiquer, lui, la lutte de classes ?

Voici la réponse orale de Gandhi telle que celle-ci a été sténographiée par Romain Rolland. Tout ce qui suit a été rédigé par Romain Rolland, y compris les notes de bas de pages, et celles figurant entre crochets.

La réponse de Gandhi

1. — *Je ne fais aucune distinction entre les capitalistes européens et les capitalistes indigènes. Mes écrits* (1) *traitent de la lutte entre les ouvriers d'usines et les propriétaires d'usines, en dehors de la lutte nationale. A la vérité, je ne considère pas comme une loi inéluctable l'antagonisme entre le capital et le travail. Quoique cela soit difficile, je considère comme tout à fait possible d'établir une harmonie entre le capital et le travail. Mais s'il se manifestait qu'ici ou là une telle harmonie fût impossible, je n'hésiterais pas à mener le « Travail »* [au sens anglais, c'est-à-dire les travailleurs] *à une action de telle nature qu'il en résultât la destruction du capital, ou son complet transfert dans les mains du Travail. Pour une telle action, comme dans tous les autres cas, le Satzagraha* [la tactique de Non-Acceptation (2), de Non-Coopération] *acculerait le capital à l'autodestruction, quand sa destruction serait jugée inévitable. Quand bien même le capital se trouverait en connexion avec la lutte nationale, je ne tiendrais pas compte des intérêts du capital, s'ils se montraient contraires à* [ceux de] *la communauté. Mais je ne voudrais pas, sans nécessité maintenant, engager un conflit avec le capital, et rendre ainsi un problème difficile plus difficile encore.*

2. — *Mes observations m'ont amené à la conclusion qu'en ce qui concerne l'Angleterre, les chômeurs n'ont pas beaucoup de raison de se plaindre du capitalisme. Je suis convaincu que si le capitalisme, à bout de ressources, devait*

(1) Les écrits de Gandhi dans son journal hebdomadaire : *Young India*, qui n'a cessé de paraître depuis douze ans.

(2) J'insiste, avec Gandhi, sur cette expression, seule exacte, de *Non-Acceptation*, qui implique une résistance énergique. C'est dénaturer le sens du *Satzagraha* que de l'appeler : *Non Résistance*.

donner aujourd'hui tout son capital et le distribuer parmi les travailleurs, en rentrant lui-même [c'est-à-dire les capitalistes] *dans les rangs du Travail, ce sacrifice ne remédierait pas à la crise sociale. Le vrai remède, au moment présent, en ce qui concerne l'Angleterre, est de réorganiser la vie tout entière. Comme le commerce du monde est maintenant partagé avec l'Angleterre par l'Amérique, le Japon et les autres nations, le capital anglais ne peut pas être utilement employé dans beaucoup des industries anglaises existantes. Dans ces circonstances, les chômeurs anglais ont premièrement à reviser leur standard de vie, et secondement à s'employer en quelque industrie domestique* [artisanat], *ou à revenir à l'agriculture. Dans tout ce réarrangement le capitalisme ne joue presque aucun rôle. Ce n'est pas la philanthropie* [volontaire ou forcée] *qui peut être d'aucun secours aux chômeurs.*

Ici, Romain Rolland fait observer à Gandhi que l'Angleterre ne lui a pas offert un champ d'observations suffisant. Même dans sa crise de paupérisme actuel, l'Angleterre conserve encore une situation d'insularisme privilégié. La bourgeoisie continentale n'a nullement approuvé — encore moins, imité — les mesures adoptées par l'Angleterre à l'égard de ses chômeurs. En Allemagne, il ne s'agit pas de « dole », mais d'exploitation forcée aux plus bas prix pour les chômeurs. Et quant à ceux dont on n'a pas à tirer profit (ouvriers ou jeunes intellectuels), on ne s'en soucie point. Qu'ils crèvent, s'il leur plaît ! Mépris suprême des classes exploitantes pour la vie des exploités qui ne leur « rapportent » pas. Des milliers ont péri de misère, en Allemagne et en Autriche, depuis la fin de la guerre. Chaque semaine de cet hiver, viennent d'Allemagne à Romain Rolland des nouvelles de suicides par désespoir du manque de travail. En France, où la crise ne fait que commencer, la presse bourgeoise a pris position violemment contre le vicieux exemple du « dole » anglais.

Réponse de Gandhi :

S'il est des circonstances où le capitalisme cherche à prendre avantage du surplus de main-d'œuvre et exploite la misère, en payant les plus bas prix, c'est au Travail de s'unir contre lui. Il a le remède toujours prêt. S'il existe une parfaite union entre les travailleurs, je suis certain que le Travail pourra dicter ses propres conditions. Il suffirait au Travail de refuser de travailler à d'autres conditions que les siennes ; et s'il est suffisamment organisé pour empêcher le Travail étranger d'entrer et de le concurrencer, le capitalisme cèdera.

Romain Rolland :

Vous dites que si le Travail réalisait son union complète, il aurait facilement la victoire. Mais il faut faire la part de la faiblesse humaine. Dans la réalité, les travailleurs ne sont pas unis : car le capitalisme intrigue et en suborne une partie et l'achète. Dans ce cas, la minorité des travailleurs énergiques qui comprennent la situation, sont amenés à la nécessité de réaliser cette union par la force ; et c'est la dictature du prolétariat conscient.

Réplique de Gandhi :

Je suis absolument contre cela. Car cela voudrait dire que le Travail veut se saisir du capital ; et se saisir du capital est la mauvaise façon d'en venir à bout. Si vous donnez un mauvais exemple au Travail, le Travail ne réalisera jamais sa force. J'ai commencé avec peu de travailleurs. L'union [des ouvriers des textiles] *d'Ahmedabad était déchirée de discussions, mais j'ai été de fer. J'ai établi des règles pour guider les travailleurs et empêcher toute violence. Le résultat est qu'il y a maintenant dans cette union* 60.000 *ouvriers, la plupart illettrés ; mais ils comprennent que leur sort est entre leurs propres mains. Je ne voudrais pas leur donner la croyance qu'ils sont une classe impuissante et dépendante ; je leur enseigne qu'ils sont les vrais capitalistes, car ce n'est pas la monnaie de métal qui constitue le capital, mais la volonté et la capacité de travail. C'est leur capital illimité. Au moment présent, on voit que le travail est toujours exposé au danger d'être exploité par le capital ; mais je continuerai à leur apprendre la dignité du travail, et je bâtirai leur organisation sur cette dignité. J'y mettrai des années, si c'est nécessaire ; mais je n'accepterai pas l'idée d'une dictature basée sur la violence. Nous avons vu à Bombay le Travail organisé de cette manière* [sur la violence]. *Et le Travail a été vaincu. Mais s'ils voulaient agir selon mon conseil, le Travail aurait le dessus sur le capital. Autrement, le Travail se détruira lui-même, comme il y en a des symptômes menaçants à Bombay. Il existe, à Bombay, un petit groupe de communistes, qui essaient d'exploiter les travailleurs pour leurs propres buts. Jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi.* (*Je parle de ce que j'ai constaté jusqu'à mon départ de l'Inde. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé pendant mon absence*) *J'enseigne au Travail cette leçon qu'il n'est pas nécessaire de rester attaché à une fabrique. Nous avons essayé, à Ahmedabad, d'apprendre aux travailleurs à se rendre indépendants de la fabrique. Si le travailleur n'y peut recevoir ce qu'il regarde comme son dû, qu'il se satisfasse des gains moindres que peut lui rapporter le filage dans sa maison, ou toute autre occupation ! Le travailleur qualifié ne doit pas regarder avec mépris le travail non qualifié. Mieux vaut le travail non qualifié et moins rétribué que vendre son âme en acceptant des gages déshonorants dans la fabrique sous la contrainte des patrons,*

Les travailleurs ont à devenir indépendants ; ainsi, ils seront capables de dicter leurs conditions, quand il n'y a pas surplus de main-d'œuvre. En ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère, nous tâcherons de prendre le commandement aussi sur le Travail étranger. Ainsi que toute chose, le Travail a son processus d'évolution, et je ne désire pas l'interrompre, en y apportant le facteur troublant de la violence.

15 décembre 1931.

***

Lettre de Romain Rolland

La réponse de Gandhi était accompagnée de la lettre suivante de Romain Rolland, dont l'intérêt n'échappera pas à nos lecteurs :

Je vous envoie copie des réponses faites par Gandhi...

Je les certifie exactes. Mais il serait utile de les compléter par de nombreuses autres réponses que Gandhi a faites à des questions analogues, soit aux meetings de Genève et Lausanne, soit à Londres, aux jeunes communistes indiens. Il est regrettable qu'aucun milieu social français ne reçoive le journal hebdomadaire « Young India », que Gandhi édite à Ahmedabad et remplit de sa pensée, depuis une dizaine d'années. Cette pensée n'a cessé et ne cessera jamais d'évoluer. L'essence même de Gandhi est le mouvement. Expérimenter en agissant. Et pas à pas, mais sans arrêt. Un des exemples les plus frappants de cette évolution — bien qu'il n'intéresse qu'indirectement l'action sociale — c'est le fait que cet homme de foi, il y a deux ans exactement (lui-même l'a dit, à Lausanne), a retourné son Credo : « **Dieu est la vérité** », en : « **La vérité est Dieu** » (ou le divin) — ce qui ouvre la porte (et il le dit) à toute pensée libre et droite, fût-elle athée, et en premier lieu, à la science.

Je suis convaincu que s'il vit encore dix ans — (et je l'espère : ce petit homme d'apparence frêle est solidement construit) — nous le verrons à la tête du prolétariat indien, et menant contre le capitalisme indien la même guerre de la « Non-Coopération », qui peut être et qui sera l'étranglement sans phrases.

Il a soulevé contre lui la presse bourgeoise de Genève et de Lausanne, depuis qu'à Genève il a publiquement fait appel à la toute-puissance du Travail, qui s'ignore, et qui n'aurait qu'à se lever, pour que toute l'exploitation humaine s'écroulât. Je sais que Camille Drevet, secrétaire générale de la « Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté », à Genève, a fait sténographier le meeting de Genève. Pour ceux de Lausanne, (il y en a trois, successifs) je crains que non ; et ce serait dommage : car dans la discussion particulière entre Gandhi et Ceresole (« Service civil international »), Gandhi a exprimé de très rudes vérités contre la thèse de Ceresole et d'Einstein : à savoir que le refus du service militaire n'était qu'un épisode secondaire de la vraie lutte qu'il fallait livrer et qui consistait en le refus absolu de coopération à l'Etat exploiteur et militariste d'aujourd'hui ; refus d'impôts, refus d'emplois, refus même des bienfaits sociaux apparents ou superficiels que l'Etat apporte ou prétend apporter à la communauté... Vide absolu autour de l'Etat. Asphyxie. La tranquillité avec laquelle cet homme qui n'élève jamais la voix a dicté ces ordres, qu'il est prêt à appliquer et à faire appliquer rigoureusement à son armée de la « Non-Acceptation », a ajouté à la puissance de l'impression. Mais depuis, l'opinion bourgeoise est déchaînée. On a été, dans certaines feuilles vaudoises, jusqu'à le dénoncer comme un complice de Moscou, qui est venu en Suisse pour la désarmer et la livrer sans défense aux menées des communistes...

Romain ROLLAND.

Verrons-nous, dans dix ans, comme l'espère Romain Rolland, Gandhi à la tête du prolétariat indien ?

Nous n'avons le droit ni de l'affirmer ni d'en douter.

Mais pour que se réalise la prédiction de Romain Rolland, il faudrait tout de même que le « Mahatma », sous la poussée des événements, fasse à sa doctrine de Non-Violence une sérieuse entorse...

D. G.

NOUS AVONS REÇU :

Max DRECHSEL : *Chiffres et Documents pour l'étude de la Crise Mondiale* (Université du Travail du Hainaut).

Fruit d'une université ouvrière cet ouvrage représente un effort qu'on ne saurait trop louer. Simple, clair et plein de données précieuses. Statistiques sur le ralentissement de la production, sur les variations des prix, sur le nombre des faillites, la diminution de l'investissement des capitaux, l'augmentation des dépôts aux Caisses d'Epargne, le commerce extérieur de la plupart des pays, le chômage enfin. En particulier cette dernière statistique montre que juste avant la crise le chômage était minimum, l'armée de réserve du travail mondial atteignait les chiffres les plus faibles qu'on ait vus depuis plusieurs années.

LOUIS E. DE MEY : *La Paix... toute la Paix* (Les Travailleurs du Livre.)

Documentaire écrit par un flamingant, de l'occupation de son pays par l'armée allemande. Des notations justes, mais ensemble distendu donnant une impression de longueur ; une sincère horreur de la guerre, une ardente volonté de pacifisme, tout cela pourtant demeure sans portée réelle faute d'envisager les moyens.

FÉLIX SARTIAUX : *Joseph Turmel, prêtre, historien des dogmes* (Rieder).

« Histoire du clerc qui a perdu la foi en cherchant à la justifier. »

Le plus important enseignement des documents Raffalovitch

La vénalité de la presse socialiste

La Librairie du Travail a, tout récemment, édité en volume la partie de la correspondance de Raffalovitch relative à « l'abominable vénalité de la presse », qui avait fait l'objet de la campagne de Souvarine dans l'« Humanité », il y a huit ans.

Ces documents précisent d'une façon remarquable la vénalité de la presse bourgeoise, se vendant au czar pour quelques milliers de francs par mois.

Mais ils nous apprennent autre chose de beaucoup plus grave : dans une lettre du 18 octobre 1905 où Raffalovitch rend compte à son ministre des Finances, Kokovtzev, des versements effectués par lui, pour le compte de l'Etat russe, aux différents journaux français pendant les mois de juillet, d'août et de septembre 1905, c'est-à-dire en pleine période révolutionnaire, Raffalovitch écrit : (1)

« Les allocations aux journaux socialistes par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur figurent sur le papier sous la rubrique divers et sont représentés par les chèques Z.»

Dans la liste qui suit, cette rubrique « divers » comporte 50.000 francs pour chacun des trois mois.

Puis, dans un mémoire du 10 février 1906, adressé au même ministre Kokovtzev, Raffalovitch, récapitulant son activité pendant toute la période de la « tourmente », écrit : (2)

« M. Lenoir est l'agent du Trésor français. Il a perçu une commission de 10 %, mais pas sur la totalité, car une partie a été versée directement aux journaux socialistes dans des conditions spéciales.»

Mention de ces même versements est encore faite dans la lettre du 12 avril 1905 et dans celle du 11 juillet 1906 (3).

Il ne saurait donc y avoir aucun doute. En 1905, en pleine révolution, alors que l'effondrement du crédit russe à Paris eut été chose de la plus haute importance pour les révolutionnaires russes qui, rappelons-le, comprenaient alors non seulement la classe ouvrière russe, mais aussi toutes les forces démocratiques bourgeoises, coalisées contre l'autocratie, la presse « socialiste » française émargeait aux fonds secrets du czar par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur français, Etienne, afin de soutenir le crédit du czar.

QUI ?

La question se pose : quelle était cette presse « socialiste » ?

On pourrait croire qu'il s'agissait peut-être d'une presse plus ou moins socialisante, qualifiée de socialiste par Raffalovitch, parce qu'elle en portait encore l'étiquette ou qu'elle comprenait des socialistes parmi ses collaborateurs, comme c'était alors le cas de la « Petite République » ou de l' « Aurore ».

Il n'en est rien, non point que la « Petite République » du vertueux Gérault-Richard, ou l'« Aurore» de la Vérité, des Droits de l'Homme et de Dreyfus, eussent refusé l'argent du czar, mais leurs mensualités (1.500 francs pour chacune d'elles) figurent avec toutes celles des journaux bourgeois, sur la liste des sommes versées directement à la presse, par les mains de Lenoir, selon la voie ordinaire. (4).

Il ne s'agit donc bien que de la presse véritablement socialiste, officiellement socialiste.

D'autre part, la somme qui a été versée à cette presse est considérable : 50.000 francs par mois 50.000 francs or, donc 250.000 francs d'aujourd'hui, 3 millions par an. Somme d'autant plus élevée si on la compare à celle versée aux journaux bourgeois qui, en ces mêmes mois de juillet, août, septembre n'atteint pas même pour eux tous 97.000 francs par mois (5).

Des journaux socialistes qui reçoivent à eux seuls plus de la moitié que ce que reçoit tout le reste de la presse, presse politique, presse financière, presse de Paris et presse de province, caisses des journaux et caisses personnelles des directeurs, ne pouvaient être que des journaux très importants, au concours desquels on attachait une importance exceptionnelle.

Or, en dehors de quelques hebdomadaires et de journaux de province, il n'existait alors qu'un seul journal socialiste, un seul ayant une importance politique et morale : l'**Humanité** que Jaurès avait fondé l'année précédente.

* * *

« Peuple, méfie-toi des individus! » clamait le vieil Anacharsis Clootz, le pied sur l'échafaud.

Après les lettres de Raffalovitch, il nous faut répéter plus fort que jamais :

« Peuple, méfie-toi des individus! » Et, « méfie-toi de la presse !... de ta presse ! »

« N'aie confiance qu'en toi-même, en tes propres organisations, les seules organisations qui ne te soient pas extérieures, les seules que tu puisses contrôler : tes syndicats — et à la condition que tu prennes la peine de les contrôler. »

J. P. et R. L.

(1) «...L'abominable vénalité de la presse...» pages 96 et 97
(2) «...L'abominable vénalité de la presse...» page 127.
(3) «...L'abominable vénalité de la presse...» pages 80 et 89
(4) «...L'abominable vénalité de la presse...» pages 97 et 101
(5) «...L'abominable vénalité de la presse...» pages 96 et 97.

Les travailleurs sont des dieux. Des dieux de chaque minute qui passe et qui ne connaissent ni leur nombre, ni leurs forces, ni la force de leurs forces réunies.

Tristan REMY.

APRÈS LA MORT DU COMITÉ DES 22

Pourquoi nous restons à la C.G.T.U.

Jusqu'au Congrès de Magic-City, la minorité syndicaliste était unanime pour affirmer son attachement à la C.G.T.U. et, dans bien des cas, ses militants s'étaient prodigués pour lutter contre toute tentative de désertion de cette centrale. Le Congrès de Magic-City a détruit cette unanimité. Au sein de la minorité, de nombreux militants déclarent que la vie n'est plus possible au sein de la C.G.T.U. et préconisent la rentrée, même fragmentaire, dans la C.G.T.

Il faut reconnaître que les dirigeants de la C.G.T.U. ont tout fait, ces dernières années, pour rendre la maison inhabitable à tout ce qui n'est pas « dans la ligne » du Parti communiste. Injures, calomnies, violations de toute légalité syndicale étaient constamment employées par les communistes contre leurs adversaires de tendance, traités en agents de la bourgeoisie, qu'il faut rejeter à tout prix hors de la C.G.T.U.

Il faut reconnaître aussi qu'en repoussant l'unité syndicale — pour la première fois dans un congrès — les dirigeants de la C.G.T.U. ont montré qu'ils sacrifiaient l'intérêt de classe le plus évident à leur intérêt de parti (mal compris d'ailleurs) et ont ainsi renforcé l'idée que l'unité n'est pas possible avec eux.

Dans le dernier numéro de la « R. P. » notre camarade Monatte a traduit l'état d'esprit de ces militants et lui-même n'hésite pas à encourager la sortie de la C.G.T.U. pour aller renforcer la C.G.T.

Des camarades m'ont demandé — et Monatte tout le premier — de donner ici l'autre son de cloche et d'exposer les raisons des minoritaires qui entendent demeurer au sein de la C.G.T.U. Je vais donc dire ce que je pense de la question et j'espère que d'autres militants contribueront à cette discussion.

Nous restons dans la C.G.T.U. parce que pour nous le devoir d'un syndicaliste est de ne jamais abandonner son organisation syndicale, quelle que soit son orientation, et quels que soient les désaccords qu'on puisse avoir avec ses dirigeants. Pour nous, l'organisation syndicale n'est pas un groupement d'opinion, mais un groupement de classe ouvert à tous les exploités, désireux de défendre leurs intérêts. S'il y a dans un syndicat une majorité communiste, le devoir est de s'incliner ; comme on doit également s'incliner devant une majorité réformiste. En conservant toutefois la liberté d'opinion au sein de l'organisation et le droit d'essayer de la faire prévaloir.

Nous restons dans la C.G.T.U. parce que nous pensons qu'une minorité n'a pas le pouvoir de réaliser l'unité syndicale en passant par dessus la tête de sa centrale : l'expérience nous ayant démontré surabondamment que tant que subsisteront plusieurs C.G.T. constituant autant de pôles d'attraction, les tentatives de fusion à la base n'aboutiront qu'à un déplacement d'effectifs sans réaliser l'unité, en l'occurence un renforcement de la C.G.T. au détriment de la C.G.T.U.

Nous resterons à la C.G.T.U. parce que nous nous refusons à réaliser l'unité **contre** les communistes, qui continuent et continueront à exercer une influence certaine sur la fraction la plus combative du prolétariat. Nous ne concevons l'unité qu'**avec** les communistes et **avec** les réformistes.

Nous restons à la C.G.T.U. parce que tant que subsisteront plusieurs centrales et que nous aurons à choisir, nos préférences iront à l'organisation qui, malgré ses fautes, s'efforce d'organiser la lutte du prolétariat, contre la bourgeoisie, plutôt qu'à celle dont les chefs sont nantis **officiellement** de la confiance des gouvernements de cette bourgeoisie.

Syndicalisme révolutionnaire ou Syndicalisme réformiste

Lorsque nous avons constitué notre minorité de la C.G.T.U. et lancé le « Cri du Peuple », nous nous sommes contentés de la plate-forme de l'indépendance du syndicalisme. Nous avons ajouté ensuite l'unité syndicale.

L'indépendance syndicale, cela veut dire que les syndicats doivent se diriger seuls, sans aucune tutelle, mais cela n'indique pas dans quelle voie nous souhaiterions les voir s'engager : dans la voie réformiste ou dans la voie révolutionnaire.

L'unité syndicale est aussi une revendication que peuvent sincèrement défendre aussi bien des révolutionnaires que des réformistes, et cependant, même dans l'unité reconstituée, le problème de l'orientation syndicale restera toujours posé.

Nous avons beaucoup parlé d'indépendance et d'unité ; nous avons peu parlé d'orientation. Et comme notre lutte était surtout dirigée contre la direction de la C.G.T.U., des militants en sont arrivés à considérer les communistes comme les principaux adversaires du syndicalisme et même comme ses seuls adversaires.

D'où un glissement vers le réformisme ; on a, pour ce dernier, des trésors d'indulgence, quand on ne sympathise pas ouvertement avec lui.

On attend encore, de Rambaud par exemple, depuis qu'il a rejoint la C.G.T., la moindre critique de la politique des chefs confédérés.

Des camarades voudraient voir jeter un voile sur nos luttes contre le réformisme pendant et après la guerre, un voile sur l'Union Sacrée, sur le sabotage de l'élan révolutionnaire de 1919-1920, sur la scission...

Nous aurions accepté volontiers de passer l'épon-

ge sur ce triste passé s'il nous avait été donné d'enregistrer un changement quelconque dans l'attitude des chefs réformistes. Mais nous sommes bien obligés de constater qu'il n'en est rien et que la politique inaugurée en août 1914, et contre laquelle nous nous sommes élevés avec tant de force, n'a pas pris fin. Elle continue ; ses méfaits aussi. Les chefs de la C.G.T. n'ont pas cessé d'apporter leur collaboration à toutes sortes d'organismes gouvernementaux ; il s'efforcent systématiquement d'empêcher les luttes ouvrières ; ils restent des adversaires du regroupement de la classe ouvrière dans une seule C.G.T.

Ils n'ont pas changé. Leur politique d'aujourd'hui est conforme à celle qu'ils pratiquaient hier.

La "volaille à plumer"

J'ai dit qu'on avait pour eux des trésors d'indulgence. Avec cette indulgence, la C.G.T. a pris maintenant figure unitaire ! Et si l'unité n'est pas réalisée, c'est uniquement la faute à la C.G.T.U. !

Allons donc ! Comment peut-on croire que les scissionnistes de toujours ont pu devenir subitement les champions de l'unité ? Et quel événement considérable s'est-il donc produit pour les inciter tout à coup à une telle abdication ?

Pour aucun d'entre nous il ne fait de doute qu'avant le congrès de Japy la direction de la C.G.T. était férocement contre l'unité et qu'elle avait tout fait pour l'empêcher. Rappelons seulement ses derniers gestes :

1° Interdiction au « Populaire » d'ouvrir une enquête sur l'unité ; 2° Campagne contre le Comité des « 22 » et attaque contre Dumoulin, auquel tout droit de réponse est refusé ; 3° Lancement par tout l'appareil de la C.G.T. d'une résolution dite de la Chemiserie - Lingerie, opposée à celle des « 22 » ; 4° Refus de recevoir au congrès la délégation de la C.G.T.U.

Donc, jusqu'au premier jour du Congrès de Japy, il est certain que la direction confédérale était contre l'unité.

Que s'est-il passé au Congrès qui ait pu l'obliger à changer de politique ? On a d'abord voté sur le rapport moral. Le Bureau confédéral est approuvé par 1985 syndicats contre 42, et 31 abstentions. Ce n'est pas ce vote-là, on en conviendra, qui pouvait faire perdre la tête à la direction confédérale et lui faire abandonner sa position de toujours.

Le vote sur la motion des « 22 », lui procura une nouvelle victoire, puisque 1887 syndicats votèrent contre et seulement 132 pour, tandis que 70 s'abstenaient. « Le courant d'unité de Japy » avait pourtant là une belle occasion de se manifester ! Non, il attend le commandement de Jouhaux ! Et celui-ci fait revenir le congrès sur son vote contre l'unité !

Et ainsi la motion de la Chemiserie-Lingerie, qui était une torpille contre l'unité, devient, grâce à « l'unitaire » Jouhaux, « supérieure à la résolution de Paris-Etat Rive Droite » !

Nous nous contenterons de souligner que la résolution de Paris-Etat Rive Droite condamnait les fusions partielles, que préconise Japy, comme des aggravations de la scission. En outre, la résolution des Cheminots de 1927 n'envisageait la réalisation de l'unité que par l'entente des deux directions confédérales, alors que la résolution de Japy ignore la C.G.T.U.

On prétend que c'est parce que la C.G.T.U. est faible que la C.G.T. ne veut pas traiter avec elle d'égale à égale. Il est bon de rappeler que la direction de la C.G.T. a toujours évité le contact avec la direction de la C.G.T.U., même à l'époque où la C.G.T.U. était, des deux, la plus forte.

La vérité est que la C.G.T. n'a pas modifié sa position sur l'unité, au Congrès de Japy. La résolution qui y fut votée ne diffère pas sensiblement de celles qui l'ont précédées. Elle constitue une manœuvre de grignotage de la C.G.T.U., manœuvre qui ne prend quelque ampleur que parce qu'elle est assurée du concours de certains leaders de la minorité de la C.G.T.U.

C'est la politique de la « volaille à plumer » reprise par les réformistes ; ce n'est pas l'acheminement vers l'unité.

C'est ainsi que l'opération de Rambaud, par exemple, aboutit à détacher de la C.G.T.U. le tiers de ses adhérents sur le réseau de l'Etat, mais elle ne réalise pas l'unité. Elle n'avait pas pour objectif l'unité. Nous avons vu les nouveaux collaborateurs du « Peuple » et du « Populaire » raconter eux-mêmes comment à Sotteville, par exemple, la réunion de « fusion » était fermée aux syndiqués de la C.G.T.U.

L'opération de Martin — déclarée, hier, mauvaise, et excellente aujourd'hui — amène à la C.G.T. 66 adhérents nouveaux sur les 600 et quelques que comptait le syndicat unitaire des typos parisiens.

Chez les terrassiers de la Seine une poignée de militans « réalisent l'unité » dans le petit syndicat confédéré et abandonnent le syndicat unitaire qui est encore le véritable syndicat de masse.

Les tentatives actuelles n'auront donc pas d'autres succès que celles qui les ont précédées. Rambaud, avec la bénédiction de Monatte, n'aboutira pas à un résultat très différent de celui de Bert qui, en 1923, avait tenté la même opération sur le réseau du P.-O.

Et je ne comprends vraiment pas la distinction que l'on veut faire entre les opérations d'hier et celles d'aujourd'hui. Rambaud, qui n'était pas tout à fait minoritaire au Congrès de 1929, ne l'était déjà plus tout à fait au Congrès de 1931. Lui aussi ne pouvait plus rester à la C.G.T.U. du moment que son opinion ne triomphait pas ! Et tous ceux qui partent, le font parce qu'ils n'ont plus l'espoir de voir triompher leur opinion. Ils s'inspirent ainsi d'un syndicalisme d'opinion.

Mais je comprends moins Monatte, qui couvre leur glissement vers le réformisme en déclarant que le mot d'ordre « Pas de fusions partielles » ne vaut plus rien aujourd'hui que la C.G.T.U. est contre l'unité. Il valait donc seulement pour préserver la C.G.T. lorsque celle-ci était seule anti-unitaire ? Je pense au contraire que ce mot d'ordre : « Pas de fusions partielles » vaut toujours, — tant que les deux C.G.T. n'accepteront pas l'unité. Il signifie que sans accord entre les deux C.G.T., toute tentative est vouée à un échec certain et ne peut qu'éloigner l'heure du regroupement total des forces ouvrières.

Redressement impossible ?

L'espérance est morte d'un redressement de la C.G.T.U., dit-on, afin d'encourager les départs. Cette espérance mourra certainement si les minoritaires fichent le camp. Elle vivra non moins certainement si les minoritaires tiennent le coup. La direction communiste de la C.G.T.U. serait balayée depuis longtemps si, depuis Bert, les minoritaires étaient demeurés dans la maison. Ils ont été impatients et leur impatience a sauvé les communistes, qui voient constamment surgir de nouveaux adversaires de leur politique mais qui les obligent à partir par dégoût ou par colère.

On parle de notre minorité, qui a tenu le coup sept à huit ans. Nous sommes partis à zéro et nous avions 40 syndicats en 1927, 150 en 1929 ; nous avons progressé en 1931, malgré les nombreux départs à l'autonomie enregistrés durant les deux dernières années.

Mais ceux qui abandonnent la C.G.T.U. parce qu'ils n'ont plus l'espoir de la redresser peuvent-ils se revendiquer du véritable syndicalisme ? Quand on proclame que toutes les tendances ont leur place dans le même syndicat, on doit s'attendre à voir une tendance adverse — même la tendance communiste — prendre la direction de l'organisation, sans trouver à cela prétexte à scission.

La minorité étouffe dans la C.G.T.U. ? Ah ! certes, l'atmosphère n'a rien d'agréable. Mais jusqu'ici, nous n'avons pas eu besoin, pour aller à la Grange-aux-Belles, d'amener un chien pour nous défendre, comme ce fut le cas de Merrheim pour se défendre des réformistes, pendant la guerre. Nous n'avons pas encore connu de « matraquage » organisé, comme au congrès de la bonne vieille C.G.T. à Lille.

Actuellement, la minorité de la C.G.T. n'étouffe pas, pour cette simple raison qu'elle n'existe pas ; ou plutôt qu'on s'arrange pour l'étouffer avant qu'elle n'ait vu le jour.

Lorsqu'on déclare que le redressement de la C.G.T.U. est impossible, on devrait aussi examiner les chances de redressement de la C.G.T. Or, s'il y a toujours eu une minorité dans la C.G.T.U., aucune n'a pu vivre dans la C.G.T. depuis dix ans. Ce n'est certes pas que tout le monde soit satisfait de la politique de Jouhaux ; tout au contraire, il est peu de militants qui ne voudraient voir la C.G.T. moins compromise avec le pouvoir ; cependant aucun ne veut ou ne peut organiser l'opposition.

Pour démolir l'opposition au sein de la C.G.T., on use moins d'injures et de calomnies qu'à la C.G.T.U., ou plutôt on en use moins ouvertement ; on se contente de discréditer les militants dans les conversations privées : à la tribune la grande amitié, mais la guerilla dans les couloirs. On use aussi d'autres méthodes. Voyez ce qu'on a fait de Kléber Legay. Ce militant, qui jouissait d'une grande autorité chez les mineurs du Nord, pouvait inquiéter les Maës et consorts ; on en a fait un délégué à Genève. Résultat : les syndicats confédérés du sous-sol s'apprêtent à accepter la deuxième diminution de salaires plus facilement que la première.

Par ailleurs on tolère un Delsol, un Le Pen, un Sirolle, qui ne sont pas très inquiétants, et dont la manière correcte, mesurée, et même amicale, est aux antipodes de celle que nous avons pratiquée jusqu'ici dans la C.G.T.U.

Pour juger des possibilités de redressement de la C.G.T., un exemple : le syndicat des correcteurs. Là s'opère contre Monatte et contre le syndicalisme révolutionnaire le front unique de tous : anarchistes, réformistes, communistes. Et l'on obtient ce résultat qu'à l'assemblée du syndicat convoquée en vue du Congrès de Japy, Monatte absent, pas une seule voix ne s'est portée sur la motion des 22.

Donc, si l'on croit que le redressement de la C.G.T.U. est impossible, à plus forte raison doit-on conclure que celui de la C.G.T. l'est également, parce que là aussi règne un « centralisme omnipotent et étouffant ». Mais cette conclusion ne serait qu'un aveu d'impuissance ; elle signifierait surtout que nous n'avons plus foi en nos convictions et que nous n'avons plus confiance dans la classe ouvrière. Si, au contraire, nous conservons cette foi et cette confiance, nous ne devons nous séparer, ni des chefs, ni des ouvriers, qui ne pensent pas comme nous. Luttons encore et toujours là où la scission nous a placés.

La vie et la mort du Comité des 22

Le Comité des 22 avait fait naître bien des espoirs. Une grande idée avait été lancée, qui avait tout de suite conquis la sympathie de nombreux travailleurs. Avec de faibles moyens, il avait atteint des résultats qui sont loin d'être négligeables ; il se serait certainement renforcé s'il avait voulu poursuivre sa tâche sur les bases qu'il s'était lui-même fixées.

Il est sorti brisé du Congrès de Japy, lorsque le tiers confédéré s'est rallié à la résolution de Jouhaux. La faute contre l'unité est là ; la blessure mortelle contre le Comité des 22 a été portée là.

On n'a pas suffisamment réfléchi que la force du Comité des 22 lui venait surtout du fait qu'il ne pouvait être accusé de faire le jeu d'une C. G. T. au détriment de l'autre. Or les « 22 » confédérés ont rompu l'équilibre en acceptant l'unité au sein de la C.G.T., sans exiger pour le moins l'entente avec la direction de la C.G.T.U.

Dès lors, le Comité des 22 ne pouvait plus qu'être un agent de recrutement pour la C.G.T. On comprend parfaitement que ceux qui lui assignaient une autre tâche se soient regimbés.

Monatte dit que rester fidèle à formule du Congrès de fusion c'est devenir infidèle à l'idée d'unité. Je suis sûr, quant à moi, que lorsque l'expérience sera faite que ni la solution de Japy, ni celle de Magic-City ne peuvent aboutir à l'unité, on reconnaîtra alors que celle-ci ne peut se réaliser que par le consentement des deux directions confédérales et, des deux côtés, se lèveront des militants qui reprendront cette formule qu'employait Chambelland à la veille du Congrès de Japy : l'unité se fera par le congrès de fusion ou elle ne se fera pas.

Qu'il y ait eu, avant Japy, des divergences d'opinion au sein des 22, que des fautes aient été commises, c'est certain ! Mais aucune n'était de taille à mettre en danger la vie du Comité.

Ce qui est injuste, c'est de ne signaler que les fautes des représentants de la Fédération Autonome des Fonctionnaires.

Les déclarations de Piquemal en réponse à Mon-

mousseau ont jeté quelque émoi dans le Comité des 22 ? Possible. Si les questions de Monmousseau m'avaient été posées j'aurais sans doute répondu comme Piquemal que j'étais pour la défense de l'U.R.S.S., contre la S.D.N., contre la défense nationale, avec cette seule différence que je ne veux pas faire de l'acceptation de mon point de vue sur ces questions une condition à la réalisation de l'unité. Je veux d'abord l'unité sans condition, mais une fois l'unité refaite, je crois nécessaire de lutter pour donner à l'organisation unifiée une orientation révolutionnaire. Pour parler le langage de Monatte, je dirais que je tiens d'abord au fait de l'unité, ensuite au « plumet » révolutionnaire. Et si le fait de l'unité est, par lui-même, révolutionnaire, je ne veux pas oublier que la volonté des hommes qui dirigent l'organisation unifiée peut avoir une certaine importance. Ainsi, par exemple, en 1919-1920, nous avions l'unité syndicale, nous possédions par conséquent le fait révolutionnaire, mais nous avions une direction contre-révolutionnaire.

D'autres actes que ceux de Piquemal étaient de nature à provoquer de l'émoi dans l'équipage. Ceux par exemple de Dumoulin qui, dès le début, s'appliquaient à aiguiller le mouvement d'unité vers la C.G.T. ; ou de Rambaud, qui déclara avant le congrès de la C.G.T.U. qu'il ne s'inclinerait pas ; ou de tous ceux des minoritaires de la C.G.T.U. qui racontaient depuis des mois que la C.G.T.U. était morte ou en voie de disparition ? Est-ce que tout cela n'a pas gêné le développement du courant d'unité ?

Par ailleurs, est-ce qu'on n'a pas eu trop le souci de ne pas heurter les plus influents parmi les confédérés des 22, qui eux-mêmes avaient conservé trop de liens avec les chefs de la C.G.T. ? Il semble que l'on a été tout heureux de saluer le retour de Dumoulin au syndicalisme révolutionnaire ! Retour bien éphémère, puisqu'aux dernières nouvelles, nous apprenons que Georges Dumoulin (qui nous avait asséné deux colonnes massives du « Cri du Peuple » pour nous annoncer qu'il ne serait pas candidat aux élections de 1932) se laisse faire violence et accepte d'être candidat à la députation aux prochaines élections.

L'idée du Comité des 22 ne mourra pas !

Je pense qu'il n'y a pas lieu, malgré les erreurs, malgré les faux-pas, de se décourager. Nous allons nous trouver considérablement affaiblis à la C.G.T.U. par les défections enregistrées. Ce n'est pas une raison pour désespérer. Quand nous avons commencé la lutte au sein de la C.G.T.U., nous n'avions personne derrière nous. Nous n'avons pas hésité cependant. Eh bien, recommençons !

Le Comité des « 22 » est mort. Veillons à ce que l'idée qu'il a réveillée ne meure pas. Bientôt, lorsque la preuve sera faite qu'il n'y a pas d'autre solution au problème de l'unité que celle qu'il a indiquée, nous reprendrons la campagne pour le congrès de fusion, et nous sommes sûrs que dans la C.G.T. aussi ceux qui veulent réellement l'unité « sans manœuvre, comme sans arrière pensée » reprendront avec nous cette utile campagne.

F. CHARBIT.

LETTRE DE L'INTERNATIONALE

Le fascisme et le mouvement ouvrier en Scandinavie

Le dernier trimestre de l'année 1931 a été marqué dans les pays scandinaves par une série d'événements d'ordre économique et social d'une portée considérable. Sous les coups d'une crise économique qui frappe au premier chef des pays accoutumés depuis des siècles à vivre du revenu de leurs exportations, aujourd'hui gravement compromises — tant par l'acuité de la crise qui sévit dans le monde que par le protectionnisme à outrance auquel ont recours les grands pays importateurs — les magnats scandinaves de l'industrie et de la finance croient trouver leur salut dans l'accentuation de leur politique anti-ouvrière et dans le recours au fascisme.

Le fascisme finlandais

Au premier rang des pays scandinaves où la réaction s'est le plus nettement affirmée, il faut placer la Finlande où l'audace des éléments fascistes reformés autour de ce que l'on a appelé le « mouvement de Lapua » a pu faire craindre un coup d'Etat qui eût amené au pouvoir un gouvernement dictatorial de généraux et de hobereaux dont le premier soin aurait été d'anéantir les dernières libertés économiques et politiques de la classe ouvrière finlandaise.

Le fait que le nouveau mouvement de Lapua ait désormais à sa tête des hommes comme l'ancien chef du Grand Etat-major Wallenius et le lieutenant-colonel Somersalo, le premier, instigateur de l'enlèvement de l'ancien président de la Répubique Staahlberg, le second, compromis dans l'affaire restée assez mystérieuse, d'un soulèvement fasciste dans l'aviation militaire, dénote que la menace de coup d'Etat fasciste est sérieuse.

Ayant refoulé le parti communiste, au moyen des pires méthodes de violence allant jusqu'à l'enlèvement et l'assassinat des militants les plus actifs, le nouveau mouvement de Lapua s'en prend maintenant au parti social-démocrate, parti gouvernemental d'hier, considéré par lui comme un obstacle à l'abolition des quelques libertés démocratiques qui subsistent encore. Les quatorze points du programme de Lapua sont essentiellement dirigés contre ces libertés, entre autres contre le suffrage universel et le droit de coali-

tion. D'ailleurs, encouragés par le soutien plus ou moins avoué qu'ils ont trouvé jusqu'ici auprès des pouvoirs publics et des chefs de l'industrie et de la finance, les fascistes finlandais ajoutent crimes sur crimes à la liste déjà longue de ceux qu'ils ont déjà commis ; ils ferment par la force les maisons du peuple, ils dispersent jusqu'aux réunions convoquées par le parti social - démocrate, ils entretiennent dans tout le pays une atmosphère de violence et de nervosité telle que contre elle réagissent même certains journaux libéraux.

Les tentatives fascistes en Suède

L'exemple finlandais n'a pas été perdu pour la bourgeoisie suédoise. Depuis longtemps nous savions que les éléments actifs de nos milieux réactionnaires possédaient leurs organisations de combat et bénéficiaient auprès des autorités civiles et militaires d'un appui certain. Des révélations sensationnelles apportées par la presse socialiste et communiste devaient le démontrer au début de novembre dernier. On apprenait alors qu'une série d'organisations fascistes avaient été clandestinement constituées, d'accord avec les chefs les plus en vue de la police et de l'armée, dans le but d'instaurer en Suède une dictature.

Ces organisations, militairement constituées, agissaient sous la direction du lieutenant-général Munck, et possédaient des armes, des munitions, voire des mitrailleuses provenant, soit de l'armée, grâce au concours des autorités militaires, soit de l'étranger grâce à la complicité du préfet de police de Stockholm, Haarleman. Des listes noires de militants avaient été dressées et ceux des chefs qui y figuraient devaient être l'objet d'une justice sommaire, le jour où les fascistes prendraient le pouvoir.

Devant l'ampleur du scandale, le Gouvernement dut jeter du lest et désavouer les agissements des autorités policières et militaires compromises. Pour apaiser l'opinion publique et donner l'impression qu'il veillerait au maintien de la « légalité », le Gouvernement décida que le préfet de police Haarleman serait inculpé pour la « légèreté » dont il avait fait preuve dans l'octroi des licences d'importations d'armes, et que le général Munck comparaîtrait devant un Conseil de guerre. D'autre part, le Gouvernement fit expulser un fasciste allemand, le capitaine Pflugk-Harttung, qui fournissait des armes, importées d'Allemagne.

Ces révélations montrent combien la crise économique, que la baisse de la couronne est encore venue compliquer, mine la confiance que la bourgeoisie suédoise nourrissait jusqu'à présent dans ses méthodes « démocratiques ».

Au Danemark

Au Danemark, la crise générale actuelle se conjugue avec une crise agraire très aiguë ; la mévente des produits agricoles qui se heurtent à des barrières douanières quasi infranchissables crée dans le pays un malaise profond que la politique des banques a considérablement aggravé.

La nouvelle dévalorisation de la couronne n'est venue que récemment apporter une atténuation à la situation des cultivateurs et éleveurs endettés qui avaient contracté leurs emprunts avant 1923, alors que la couronne avait perdu jusqu'à 40 % de sa valeur, et qui devaient, jusqu'à dernièrement, les rembourser en couronnes-or.

Fortement organisés dans d'innombrables coopératives de production, les paysans danois ont opposé une grande résistance à cette exigence des banques qui n'a pas peu contribué à hâter leur évolution politique dans un sens plus radical.

Au point de vue ouvrier des pourparlers sont actuellement en cours pour le renouvellement des contrats collectifs arrivés à expiration. On prévoit que ces contrats seront purement et simplement prolongés, bien qu'avec la baisse de la couronne, qui atteint 30 %, le salaire réel de l'ouvrier danois se trouvera diminué dans cette proportion le jour où le niveau des prix intérieurs se sera mis au niveau de la dépréciation de la monnaie.

Le lock-out norvégien et ses suites

Mais, que ce soit par l'ampleur des batailles sociales ou par l'importance des événements économiques et politiques, c'est toujours la Norvège qui tient le premier rang.

Le lock-out monstre de l'année dernière qui, pour les premiers ouvriers jetés à la rue avait débuté le 15 mars 1931, ne prit fin que le 14 septembre. Par sa durée, par l'obstination mise de part et d'autre, ce conflit est le plus important qu'ait enregistré le mouvement ouvrier scandinave.

Rappelons-en les principales phases.

Le 15 mars, 15.000 ouvriers de l'industrie du papier sont lockoutés. Les pourparlers relatifs au renouvellement des contrats sont brutalement rompus par les délégués patronaux qui exigent une réduction des salaires de 15 à 23 %.

Le 3 avril, les chambres patronales lockoutent 43.500 ouvriers appartenant aux industries les plus diverses, et le 15 avril elles en lockoutent encore 25.000, arrivant ainsi au total impressionnant de 83.500.

Il faut remonter à 1905 et à 1921 pour trou-

ver dans les pays scandinaves des conflits dépassant celui-ci en ampleur mais non en durée.

Il faut le dire, ce lock-out fut ruineux pour les syndicats ouvriers qui payèrent 20 millions de couronnes de secours aux grévistes (soit, au cours de l'époque, plus de 130 millions de francs) ; mais il fut désastreux pour le patronat auquel il infligea des pertes se chiffrant par milliards de couronnes.

A deux reprises, malgré les privations qu'ils devaient s'imposer, les ouvriers norvégiens repoussèrent les propositions élaborées par le « médiateur gouvernemental », car en Norvège tous les conflits ouvriers sont soumis à la conciliation obligatoire, considéré comme une fonction de l'Etat. Or, bien que la **Landsorganisation** (C.G.T. norvégienne) et le Parti ouvrier norvégien eussent recommandé, au début d'août, l'acceptation des propositions du médiateur, les ouvriers lockoutés les repoussèrent à une forte majorité.

Ce n'est que le 5 septembre, et après une forte pression de la **Landsorganisation,** que les ouvriers se décidèrent à accepter des conditions légèrement améliorées qui se traduisaient encore, néanmoins, par une diminution de 5 à 8 % des salaires.

Mais entre cette réduction et celle que le patronat norvégien et le capital étranger, qui contrôle la plupart des industries-clef de Norvège, s'étaient crus capables d'imposer aux syndicats, la différence était grande. Et c'est pourquoi ce résultat peut être considéré comme une victoire de la classe ouvrière, victoire morale chèrement payée, mais victoire quand même !

Certes, la classe ouvrière norvégienne aura besoin de plusieurs mois pour réparer ses forces, mais le patronat n'aura pas moins de peine à se relever.

Trois banques, dont deux très importantes, viennent de suspendre leurs paiements. Ces deux dernières sont la Norsk Creditbank et la Bergens Privatbank, celle-ci surtout jouant un rôle considérable dans la vie économique du pays. Elle est, en effet, la banque des armateurs norvégiens et l'on sait l'importance qu'a le trafic maritime en Norvège.

Or, la Bergens Privatbank, dans le communiqué qu'elle a publié pour annoncer la fermeture de ses guichets, a dû reconnaître que l'arrêt du travail pendant les six mois du lock-out lui avait causé un préjudice considérable.

C'est quelques jours après la fin du lock-out que la couronne norvégienne — que la Banque de Norvège, contre toute logique et contre l'intérêt le plus évident de la population et de la vie économique du pays, avait ramenée à sa parité-or entre 1925 et 1927, — s'effondrait à la suite de la livre sterling. Les dirigeants de la Banque de Norvège avaient en effet rivé le sort de la couronne à celui de la livre anglaise en adoptant le fameux système préconisé par la Banque d'Angleterre du **gold exchange standard.** En quelques semaines, la couronne norvégienne perdit 30 % de sa valeur.

La Norvège étant un pays qui importe la majeure partie de ce qu'elle consomme, la hausse des prix intérieurs ne tardera pas à rendre indispensable un rajustement des salaires à l'élévation du coût de la vie, et alors cette guerre désastreuse livrée par le patronat norvégien aux syndicats ouvriers pour obtenir soi-disant un abaissement du prix de revient par la compression des salaires aura été parfaitement inutile.

Et si, dans ce conflit qui a causé tant de pertes et de misère, quelque chose peut réjouir, c'est qu'à l'avenir le patronat norvégien, à l'instar de notre patronat suédois après les grèves de 1909, hésitera à se lancer dans une pareille aventure qui, grâce à l'obstination de la classe ouvrière, s'est avérée, pour lui, désastreuse.

Les dernières élections municipales

Le renouvellement des conseils municipaux a eu lieu, en Norvège, au début de décembre. D'une façon générale, ces élections marquent, comme les élections législatives de l'année dernière, un certain recul du Parti ouvrier qui perd, notamment, la municipalité d'Oslo, capitale du pays. Mais ce recul est déjà bien atténué et les résultats de ces élections municipales accusent un progrès sur ceux des élections législatives.

Voici les résultats d'Oslo :

Conservateurs: 59.592 voix; *libéraux:* 1.939 voix; *radicaux:* 5.053 voix; *travaillistes (parti ouvrier)* 62.252 voix; *communistes:* 790 voix.

La situation des partis au conseil municipal se trouve alors la suivante :

39 conservateurs, 1 libéral, 3 radicaux et 41 travaillistes,

alors qu'antérieurement les sièges se répartissaient ainsi :

40 conservateurs, 2 radicaux, 42 travaillistes,

ce qui donnait la majorité aux travaillistes, le président du conseil municipal qui, dans le vote, a un droit de priorité, étant un des leurs.

Malgré le sabotage des conservateurs et le veto opposé à maintes reprises par le Gouvernement aux projets de l'ancienne municipalité travailliste, celle-ci était parvenue à réaliser un programme de construction d'habitations ouvrières qui pourrait servir d'exemple à beaucoup de municipalités ouvrières des grandes villes d'occident.

P. STENSTROM.

EN ESPAGNE

LES SOCIALISTES TUENT LES SOCIALISTES

Toute la haine de la réaction espagnole qui, appuyée par les socialistes, était jusqu'à présent dirigée contre l'extrême-gauche ouvrière de la Confédération Nationale du Travail, vient de se tourner, durant ces dernières semaines, contre les ouvriers socialistes organisés dans les syndicats socialistes de l'Union Générale des Travailleurs.

Ces récents massacres d'ouvriers socialistes dépassent de loin les assassinats habituels des travailleurs syndicalistes. Voici quelques chiffres pris au hasard dans la presse espagnole : à Epila, près de Saragosse : **2 tués** et **7 blessés** ; à Jereza, province de Valence : **2 tués** et **20 blessés** ; à Zaramec de la Serena : **2 tués** ; à Arnedo, région de la Rioja : **10 tués** dont 3 femmes et un enfant de 4 mois et **50 blessés,** dont un enfant de 3 ans. Ces tués et ces blessés sont tous des travailleurs agricoles.

Du côté de la garde civile quelques blessés légers et 4 tués à Castillblanco.

Qu'en dit la presse ?

DES SAUVAGES...?

Elle explique tout par ceci que ces ouvriers, bien qu'adhérant aux organisations socialistes, ne sont pas de véritables socialistes, des « disciplinés » possédant des « traditions ». Ce sont, d'après elle, des « paysans sauvages » qui ne sont venus à l'U.G.T. qu'après la proclamation de la République. Même la presse socialiste (« El Socialista » de Madrid par exemple) affirme que ce sont des « sauvages ». Il suffit, dit-elle, de voir comment ils ont arrangé les quatre gardes civils de Castillblanco ; ils les auraient, paraît-il, déchirés en morceaux. Mais pourquoi la presse socialiste, si pitoyable pour les gardes civils n'a-t-elle pas fait montre de la même pitié à l'égard des 16 jeunes ouvriers tués par la garde civile et la garde d'assaut à Barcelone, durant la grève générale, et dont la plupart n'avaient même pas pris part à la lutte ?

Même les événements d'Arnedo, avec les femmes et les petits enfants tués, n'ont point amené le parti socialiste à modifier son attitude. La presse socialiste continue à déclarer que le parti ne se dresse pas contre l'institution de la garde civile, mais seulement contre certains abus isolés !

L'histoire se répète. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs agricoles qu'on traite de « sauvages » ; hier, sous la plume d'un socialiste bien connu, Araquistain, on pouvait lire que si les syndiqués de la C.N.T. étaient des révoltés permanents, c'est qu'ils n'étaient pas de vrais espagnols, mais des descendants des Maures ! Et quelques années auparavant, après la révolution d'octobre, les hommes « civilisés » appartenant aux partis les plus divers, ont pareillement cherché d'où provenait cette « barbarie » des travailleurs russes, et ils ont trouvé que c'est parce que nous étions des « Tartares », des « Asiatiques », des demi-sauvages ! Ce qui donna naissance au célèbre poème des « Scythes » d'Alexandre Blok : « Oui, nous sommes scythes aux yeux obliques... »

... OU DES AFFAMÉS ?

Le parti socialiste ne veut pas considérer comme siens les ouvriers socialistes en révolte. Et, de fait, qu'y a-t-il de commun entre un Prieto, un Largo Caballero, un de los Rios, et ces paysans illettrés, néophytes du socialisme, qui s'imaginaient que si on adhérait à une organisation ouvrière c'était pour arracher des améliorations qui vous permettent au moins d'échapper à la famine. Je dis bien : **à la famine.** Cette expression n'a rien d'exagérée quand on parle de l'ouvrier agricole d'Espagne ; le député socialiste Munio, socialiste pourtant très modéré, a, lui-même, dit aux Cortès que les ouvriers agricoles souffrent d'une « famine épouvantable ».

Ces travailleurs affamés se sont tus et ont patienté jusqu'ici parce qu'ils croyaient que la Constitution allait leur donner une bonne réforme agraire. Car, depuis la proclamation de la République, lorsqu'on posait n'importe quelle revendication, on n'avait toujours que ceci comme réponse : les Cortès vont s'en occuper. Or, les Cortès ont enfin fini par accoucher d'une réforme agraire, mais celle-ci est telle qu'elle a ouvert les yeux même à ces paysans naïfs, à ces pauvres socialistes « sans traditions ».

Quels sont donc les véritables socialistes ? Est-ce le ministre Prieto, répondant à une délégation de cheminots qu'en tant que ministre il doit défendre avant tout l' « intérêt général » ; ou bien sont-ce ces ouvriers agricoles qui se battent tout juste, après tout, pour l'achèvement de la révolution bourgeoise. Car leurs revendications sont très modestes. Ce qu'ils veulent c'est

simplement une véritable réforme agraire, une réforme qui fasse disparaître cette formidable accumulation de terres entre les mains de quelques grands propriétaires, incapables d'améliorer la technique agricole, et qui empêchent toute création d'un marché intérieur pour les produits industriels espagnols par suite de l'état extraordinairement arriéré dans lequel ils maintiennent les paysans : songez que le paysan espagnol n'emploie même pas le pétrole ni la bougie !

VERS L'UNITÉ ?

Les derniers événements ont élargi le fossé entre la masse socialiste et les « sommets » du parti. Ils ont par là ouvert une route vers l'unité des deux Centrales syndicales. L'avenir dépend de ceci : les deux organisations syndicales, C.N.T. et U.G.T., comprendront-elles, oui ou non, la communauté de leurs intérêts, et la nécessité de leur union ? Seront-elles capables de réaliser, pour le moins, un front unique et loyal ?

Car il y a une autre alternative. Au lieu de l'unité ouvrière, ce pourrait bien être un pronunciamento d'un général quelconque. Dans ce cas les responsables n'en seraient, certes, point ces socialistes « sans traditions » qui se sont battus contre la garde civile, mais ceux qui, conformément aux pires traditions noskistes, ne songent qu'à étouffer dans le sang le mouvement ouvrier.

Ida METT.

En Espagne, la propriété foncière est entre les mains d'une infime minorité. 2 % des propriétaires fonciers possèdent 67 % des terres. Dans la province de Salamanque, 96 propriétaires ont des domaines de plus de 2.500 hectares ; 407, des domaines de plus de 1.000 hectares. Dans 27 des 50 provinces de l'Espagne, il y a 76,5 % de la population qui ne possède que 4,7 % de la terre !

A. HAMON.

(Plus Loin)

SIMPLES QUESTIONS

« M. Renaudel a fait à la Maison du Peuple de Madrid une conférence très applaudie sur *Démocratie et Socialisme.* »

(*Les journaux*).

— Quand le ministre socialiste de los Rios fait remettre à l'Italie fasciste, via Lisbonne, trois réfugiés politiques italiens,

fait-il de la démocratie ?

— Quand le parti socialiste espagnol insère dans la Constitution une loi permettant au ministre de l'Intérieur de déporter sans jugement ses adversaires

fait-il de la démocratie ?

NOTES ÉCONOMIQUES

FRANÇOIS MARSAL ESCROC

L'un des requins les plus représentatifs de la faune politico-financière, François-Marsal, ministre des finances du Bloc National, président du Conseil de Millerand, homme de confiance du Comité des Forges, administrateur de 45 sociétés, toutes plus « respectables » les unes que les autres, parmi lesquelles la banque de l'Union Parisienne, sélection de la haute finance et de l'industrie lourde conjuguées, — a, en ce triste mois de décembre, lui aussi, sauté. L'une des plus importantes entreprises aux destinées desquelles il présidait, l'Electro-Cable, a fait faillite, et François-Marsal a dû démissionner de ses 44 autres conseils...

Mais l'important est ceci :

A l'assemblée générale d'une des sociétés auxquelles il présidait, la Société Commerciale de l'Ouest Africain, qui s'est tenue le 23 décembre dernier, son successeur à la présidence a révélé le fait suivant : M. François-Marsal, président de la société, et un certain nombre de ses co-administrateurs, avaient constitué un syndicat pour jouer en Bourse sur les titres de la société ; pour se livrer à ce jeu, ils empruntèrent quelques dizaines de millions à l'une des banques de la société, la Banque française de l'Afrique, et comme, à un moment donné, celle-ci n'avait plus assez d'argent pour satisfaire à leurs besoins, ils profitèrent de leurs fonctions d'administrateurs de la Société Commerciale de l'Ouest Africain, pour, subrepticement, faire verser par celle-ci à la Banque française de l'Afrique une vingtaine de millions, que cette dernière leur repassa aussitôt pour leur jeu personnel ! Ils jouaient sur les titres de la société avec de l'argent pris dans les caisses mêmes de la société, de la société qu'ils avaient charge d'administrer !

Ils jouèrent et ils perdirent. La Banque française de l'Afrique, prise dans leur débâcle, fit faillite, si bien que la Société Commerciale de l'Ouest Africain en est pour ses 20 millions. C'est elle qui, en définitive, va payer les pertes en Bourse de ses administrateurs !

Lorsqu'un comptable puise dans la caisse dont il a la garde pour jouer en Bourse, on le défère aux tribunaux ; l'acte de François-Marsal et de ses complices est rigoureusement identique ; l'interposition de la Banque française de l'Afrique, simple personne interposée, ne change rien à la nature de son acte, et ne saurait supprimer le délit. Aussi, lorsque ces faits furent révélés à l'assemblée des actionnaires, ceux-ci réclamèrent-ils avec insistance, l'intervention du Procureur de la République (voir le compte-rendu sténographique de l'assemblée paru dans l' « Information » du 8 janvier).

Mais votre demande, Messieurs les actionnaires, est complètement inutile. On peut poursuivre un caissier, un comptable, même un petit banquier, mais on ne peut poursuivre un personnage du « standing » de François-Marsal, administrateur de 45 puissantes et « respectables » sociétés. On condamne celui qui a volé un pain, et même à la ri-

gueur celui qui a escroqué 100.000 francs, on ne condamne pas qui a commis un abus de confiance de 20 millions. François-Marsal, escroc, ne sera pas poursuivi.

NOUS AUSSI, NOUS AURONS A PAYER 100 MILLIONS POUR FRANÇOIS-MARSAL

Ce n'est pas tout.

Vous croyez peut-être, bonnes gens, qu'après tout cette affaire n'intéresse que les actionnaires de la Société Commerciale de l'Ouest-Africain, dont vous n'êtes pas, qu'eux seuls vont avoir leur porte-monnaie touché.

Erreur ! Non seulement, devant un François-Marsal la justice s'arrête, mais pour un François-Marsal, l'Etat emploie toutes ses ressources, les vôtres, citoyens contribuables !

A la suite des spéculations malheureuses de François-Marsal et de quelques autres du même genre, la Banque française de l'Afrique, étant, l'été dernier, sur le point de sombrer, la camarilla ministérielle, les Flandin et les Reynaud, s'empressèrent d'intervenir pour tenter de la sauver. Une banque si intéressante, vous comprenez, qui servait à François-Marsal pour jouer à la Bourse, il était au plus haut point de l'« intérêt national » de l'empêcher de faire faillite ! En conséquence, nos ministres donnèrent ordre à la Banque de l'Afrique occidentale (banque d'émission qui est pour les colonies françaises d'Afrique ce qu'est la Banque de France pour la France) de prêter de l'argent à la Banque française de l'Afrique, jusqu'à la gauche. Ce qui fut fait, mais lorsque malgré tous ces secours, la Banque française de l'Afrique dut, tout de même, déposer son bilan, la Banque de l'Afrique occidentale, naturellement, arguant des ordres reçus et des engagements pris exigea de l'Etat le remboursement des 75 millions (je dis bien : 75 millions) qu'elle avait prêtés à la Banque française de l'Afrique, — et c'est pourquoi, un projet de loi est en instance devant la Chambre, tendant à indemniser la Banque de l'Afrique occidentale, des 75 millions qu'elle a prêtés à la Banque française de l'Afrique !

Ces 75 millions, ainsi que 30 autres pour rembourser un certain nombre d'autres créanciers de la Banque française de l'Afrique, c'est donc vous, contribuables, qui êtes appelé à les payer !!!

Pour que M. François-Marsal, ex-ministre des Finances, ex-président du Conseil, leader de la majorité gouvernementale du Sénat, ait pu jouer à la Bourse avec de l'argent qui ne lui appartenait pas, il faut que nous tous — pas seulement ses actionnaires ou ses clients — mettions la main à la poche !

O république !

LES 2 MILLIARDS DE LA BANQUE DE FRANCE

On se rappelle la loi scandaleuse, votée à l'esbrouffe à la fin de la dernière session parlementaire, qui faisait assumer par l'Etat la charge des 2 milliards de francs de pertes subies par la Banque de France, du fait de la dépréciation de la livre.

Mais ce qu'on n'a peut-être pas suffisamment remarqué, c'est que la situation de la Banque de France était celle de toutes les autres banques nationales d'émission. Toutes les banques d'émission étrangères avaient une part de leur encaisse en livres sterlings, tout comme la Banque de France, et, tout comme elle, elles ont subi, de ce fait, des pertes élevées. Mais **partout,** sauf en France, ces pertes ont été subies par les banques elles-mêmes ; **nulle part,** sauf en France, l'Etat n'est intervenu pour en prendre tout ou partie à sa charge.

Et quand nos formidables ministres eurent le culot de prétendre que c'était là une nécessité si on voulait maintenir la stabilité du franc, il n'y avait qu'à leur dire : regardez l'étranger ! Partout où la monnaie n'avait pas de raisons intrinsèques de fléchir, elle n'a pas bougé, malgré les pertes subies par les banques d'émission et malgré que l'Etat ne soit pas intervenu pour les secourir. Le dollar, le franc suisse, le franc belge, le florin n'ont pas baissé, bien que la perte qu'elles ont subies sur leurs livres était, généralement, pour les banques de ces pays, plus sensible que pour la Banque de France, qui est plus riche qu'elles.

Mais, comme la presse française, le personnel politique français est le plus vénal du monde.

LE COMBLE DE L'INCOHERENCE

On commence maintenant à savoir un peu partout, qu'au Brésil, on détruit systématiquement le café, afin d'empêcher l'avilissement de son prix. Précisons que du 1er juillet au 31 octobre derniers, il a été détruit par le Gouvernement de Sao Paulo : 2.200.000 sacs de café. Actuellement, la destruction se poursuit à un rythme encore plus accéléré : 35.000 sacs par jour.

Ce qu'on sait moins, c'est que tandis qu'au Brésil on détruit le café, parce qu'il y en a trop, dans les colonies françaises on paie, depuis quelques mois, une prime aux producteurs de café, afin qu'ils puissent continuer à produire le plus possible !

Sur le café, comme quelque temps auparavant sur le caoutchouc, comme sur le cacao, et comme, depuis tout récemment, sur la banane, notre Gouvernement a établi une taxe pour toute quantité consommée en France ; de cette taxe le produit est réparti entre les producteurs, dans les colonies françaises, de la marchandise correspondante, afin que, quel que soit le prix auquel ils vendent celle-ci, ils puissent encore réaliser un bénéfice !

Tous ces produits sont en état de surproduction. Là on les stocke, on les laisse pourrir, on les détruit, — et, ici, on pousse artificiellement à leur production !

Comme incohérence capitaliste, il ne saurait y avoir mieux !

R. LOUZON.

Si nous voulons des réformes, prenons-les ! Si nous voulons l'union, faisons-la ! Mais l'une et les autres ne sont possibles que sur le terrain économique.

Emile POUGET.

A TRAVAIL ÉGAL... SALAIRE INÉGAL !

Staline faussaire

Staline a osé mettre sa politique d'inégalité des salaires sous l'autorité de Marx et de Lénine. « Tous ceux qui établissent un tarif sur le « principe » du nivellement, sans tenir compte des différences entre travail qualifié et non qualifié, rompent avec le marxisme et le léninisme », ose-t-il dire dans son discours du 23 juin (1). On ne saurait mentir avec une telle impudence.

Ce qu'ont dit Marx et Lénine

Dans **l'Etat et la Révolution,** Lénine, commentant la **Critique du Programme de Gotha** de Marx, indique tout au long, les bases sur lesquelles doit être établie la rémunération du travail durant la première phase de la société communiste, lorsque celle-ci « vient de sortir des flancs de la société capitaliste ». Voici tout le chapitre (2) :

***

III. — Première phase de la société communiste

Dans la « Critique du programme de Gotha », Marx réfute en détail l'idée de Lassalle d'après laquelle l'ouvrier, en régime socialiste, recevra le produit « non entamé », le « produit intégral » de son travail. Il démontre que, sur la totalité du produit social, il faut déduire le fonds de réserve, le fonds d'extension de la production, l'amortissement des machines usées, etc. ; puis, sur les objets de consommation, un fonds pour les dépenses administratives, pour les écoles, les hôpitaux, les hospices de vieillards, etc...

Au lieu de la formule imprécise, obscure et générale de Lassalle sur le droit de l'ouvrier au « produit intégral de son travail », Marx établit le budget exact de la gestion d'une société socialiste. Il entreprend l'analyse « concrète » des conditions de vie dans une société délivrée du capitalisme, et il s'exprime ainsi :

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire, de *sortir* de la société capitaliste; par conséquent, une société qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle sort.

C'est cette société communiste venant de sortir des flancs du capitalisme et portant encore tous les stigmates de la vieille société, qui constitue pour Marx la première phase, la phase inférieure du communisme.

Les moyens de production ont, à ce moment, cessé d'être la propriété privée d'individus pour appartenir à la société tout entière. Chaque membre de la société, exécutant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit un certificat constatant qu'il a effectué telle quantité de travail. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics, une quantité correspondante de produits. Défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Il règne une « égalité » apparente.

Mais lorsque, ayant en vue l'ordre social appelé ordinairement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme, Lassalle dit qu'il y a là « juste répartition », application du « droit égal de chacun au produit égal du travail », Lassalle se trompe et Marx explique pourquoi.

Le « droit égal », dit Marx, nous l'avons en effet ici, mais c'est encore le « droit bourgeois », lequel, comme tout droit, **présuppose l'inégalité.** Tout droit consiste dans l'application d'une règle unique à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques ni égaux. Par suite, le « droit égal » équivaut à une violation de l'égalité et de la justice.

En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social, une part égale de la production sociale (déduction faite de la quantité versée au fonds social).

Or, les individus ne sont pas égaux, l'un est plus fort, l'autre plus faible, l'un est marié, l'autre célibataire, celui-ci a plus d'enfants, celui-là moins, etc.

A égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc... Pour éviter toutes ces difficultés, le droit devrait être, non pas égal, mais inégal.

Par conséquent, la première phase du communisme, ne peut encore réaliser la justice et l'égalité : des différences de richesse subsisteront et des différences injustes ; mais ce qui ne saurait subsister, c'est **l'exploitation** de l'homme par l'homme, car nul ne pourra plus détenir, à titre de propriété privée, des **moyens de production,**

(1) *Correspondance Internationale* du 11 juillet 31, page 754. Voir dans le numéro précédent de la *R. P.* l'article : *la nouvelle ordonnance stalinienne sur les salaires*, dont celui-ci constitue la suite.

(2) *L'Etat et la Révolution*, chapitre V, pages 120 et suivantes de l'édition française de 1925.

des fabriques, des machines, de la terre. En ruinant la formule bourgeoise de Lassalle sur l' « inégalité » et la « justice » **en général,** Marx indique les phases par lesquelles doit passer la société communiste, **obligée** de ne détruire au début que l'injuste répartition des objets de consommation, d'après le travail et non d'après les besoins.

Les économistes vulgaires, entre autres les professeurs bourgeois, y compris « notre » Tougan, reprochent continuellement aux socialistes de ne pas tenir compte de l'inégalité existant entre les hommes et d'en « rêver » la suppression. Ces reproches, on le voit, ne font que dénoncer l'ignorance extrême de MM. les idéologues bourgeois. Non seulement Marx tient un compte très précis de cette inégalité inévitable, mais encore il tient compte du fait que la socialisation des moyens de production, — le « socialisme », au sens traditionnel du mot, — ne supprime pas à lui seul les vices de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois » qui **continue à prédominer,** tant que les produits sont répartis « d'après le travail ».

Mais ce sont là, continue Marx, difficultés inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est sortie de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un niveau plus élevé que l'état économique et que le degré de la civilisation sociale qui y correspond.

Ainsi dans la première phase de la société communiste, couramment appelée socialisme, le « droit bourgeois » n'est que partiellement aboli, dans la mesure où la révolution économique est opérée, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le « droit bourgeois » en attribue la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait la propriété **commune.** En cela, et en cela seulement, le « droit bourgeois » est aboli.

Mais il subsiste dans son autre rôle : il subsiste en qualité de régulateur de la répartition des produits et du travail entre les membres de la société. « Qui ne travaille pas ne doit pas manger », ce principe socialiste est déjà réalisé ; « à somme égale de travail, somme égale de produits », cet autre principe socialiste est également réalisé. Pourtant cela ne constitue pas encore le communisme, n'abolit pas encore le « droit bourgeois » qui, à des gens inégaux et pour une somme inégale, réellement inégale, de travail, attribue une somme égale de produits.

C'est une « difficulté », dit Marx, mais elle est inévitable dans la première phase du communisme ; car, à moins que de tomber dans l'utopisme, on ne peut penser qu'aussitôt le capitalisme renversé, les hommes sauront du jour au lendemain travailler pour la société **sans aucune règle de droit.** La suppression du capitalisme ne donne pas tout à coup les prémisses économiques d'un pareil changement.

Or, il n'y a pas d'autres règles que celles du « droit bourgeois ». C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un Etat qui, tout en maintenant la propriété commune des moyens de production, maintient l'égalité du travail et l'égalité de la répartition.

L'Etat se meurt dans la mesure où il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et où par conséquent il n'est plus besoin d'écraser aucune **classe.**

Mais l'Etat n'est pas encore tout à fait mort, car il reste à sauvegarder le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait.

Pour que l'Etat meure tout à fait, il faut l'avènement du communisme complet.

***

Et plus loin, après avoir indiqué comment, dans la phase supérieure de la société communiste, on fera un pas de plus, en rémunérant les travailleurs, non selon la quantité de travail, mais uniquement d'après les besoins, Lénine, revenant à la première phase, conclut ainsi :

Enregistrement et contrôle, voilà les principales conditions nécessaires au fonctionnement régulier de la société communiste **dans sa première phase**. Tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat, personnifié lui-même par les ouvriers armés. Tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers **d'un seul** trust universel d'Etat. Il s'agit seulement d'obtenir qu'ils travaillent uniformément, observent la même mesure de travail et reçoivent un salaire uniforme. Ces opérations d'enregistrement et de contrôle ont été d'avance simplifiées à l'extrême par le capitalisme qui les a réduites à des formalités de surveillance et d'inscription, à des opérations d'arithmétique et à la délivrance de reçus, toutes choses accessibles à tout homme sachant lire et écrire.

Quand la majorité du peuple opérera partout elle-même cet enregistrement et ce contrôle sur les capitalistes (transformés alors en employés) et sur messieurs les intellectuels gardant encore des allures capitalistes, alors ce contrôle deviendra vraiment universel, général, national, et nul ne saura plus « où se fourrer » pour s'y soustraire.

Toute la société ne sera plus qu'un grand bureau et une grande fabrique avec égalité de travail et égalité de salaire.

***

Où est-il question là-dedans d'inégalité des salaires ? Où est-il question d'une différence de salaires entre le travail qualifié et le travail non qualifié ? Il n'est question au contraire que de « quantité de travail », non de **nature de travail** : « égalité de travail et égalité de salaire », dit Lénine. Ce n'est point encore, il est vrai, la véritable égalité, celle où la répartition se fera selon la formule : « de

chacun ses forces, à chacun selon ses besoins », formule qui ne pourra être appliquée que durant la phase supérieure du communisme, mais, du moment que les moyens de production sont devenus propriété commune, la répartition doit déjà se faire selon la formule : « à somme égale de travail, somme égale de produits ». « A somme égale de travail », donc, quelle que soit la nature du travail, quelle que soit sa qualification !

« Faux si impudent qu'il n'a pas d'égal »

Lorsqu'il commença sa campagne pour l'inégalité des salaires, il y a cinq à six ans, en prenant violemment à partie Zinoviev pour un article de celui-ci sur l'Egalité, Staline prétendait déjà s'appuyer sur l'autorité de Marx (1). De ce que Marx avait énoncé cette chose évidente qu'une heure de travail qualifié (2), c'est-à-dire de travail pour lequel il faut un certain apprentissage, donnait à l'objet effectué en cette heure une valeur plus grande que celle fournie par une heure de travail non qualifié, Staline prétendait tirer cette conclusion que le travail qualifié devait être plus payé que le travail non qualifié et que les différences de salaires devaient subsister tant qu'il existerait du travail qualifié et du travail non qualifié ! c'est-à-dire, à peu près éternellement !

Malheureusement pour Staline, un certain Dühring avait déjà présenté cette extraordinaire interprétation de Marx, du vivant même de Marx. Et voilà ce qu'alors, il y a quarante quatre ans, Engels lui répondait (3) :

***

Le passage de Marx qui cause ce violent accès de colère de M. Dühring est très court. Marx recherche ce qui détermine la valeur d'**articles** de commerce, et il répond : c'est le travail humain qui y est contenu. Celui-ci, continue-t-il, « est la dépense de la force de travail simple qu'un homme ordinaire et moyen, sans degré spécial de développement, possède dans son organisme corporel... Il n'y a de travail plus compliqué que le travail simple élevé à une puissance supérieure ou multipliée, de telle sorte qu'une plus petite quantité de travail compliqué égale une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction est un fait qui se produit constamment. Un article peut être le produit du travail le plus compliqué, mais par sa valeur il est égal au produit du travail simple et ne représente qu'une quantité déterminée de travail simple. Les proportions diverses dans lesquelles diverses espèces de travail se ramènent au travail simple comme unité de mesure sont fixées par un processus spécial, derrière le dos des producteurs, et leur paraissent pour cette raison établies par l'usage ».

Il ne s'agit ici pour Marx, que de la détermination de la valeur des **articles,** c'est-à-dire d'objets qui, dans une société composée de producteurs privés, sont produits par ces producteurs privés pour leur propre compte, et échangés les uns contre les autres. Il ne s'agit donc nullement ici de la « valeur absolue », quelle que puisse être d'ailleurs la place de cette dernière, mais de la valeur qui règne dans une société déterminée.

...Marx a ajouté, au passage du «Capital», cité plus haut, cette petite remarque : « Le lecteur doit noter qu'il ne s'agit pas ici du **salaire** ou de la valeur que le travailleur **obtient** en échange d'une journée de travail, mais de la **valeur des objets dans le commerce,** valeur en laquelle **s'objective** une journée de travail ». Marx, qui semble ici avoir comme pressenti son Dühring, avertit donc qu'il ne faut même pas appliquer ses propositions citées plus haut au salaire qui, dans la société actuelle, doit être payé pour le travail composé. Et si M. Dühring, non content de faire cela même contre quoi Marx protestait d'avance, donne ces propositions pour les principes que Marx voudrait voir régler la répartition des moyens d'existence dans la société socialiste, c'est là un faux si impudent qu'il n'a pas d'égal !

***

C'est exactement le faux commis par M. Staline. Et Engels de conclure :

Comment donc se résout toute cette importante question du salaire supérieur du travail composé ? Dans une société de producteurs privés, ce sont les individus ou leurs familles qui supportent les frais de la formation du travailleur éduqué : l'esclave adroit est vendu plus cher, le travailleur salarié habile mieux payé. Dans la société socialiste, c'est la société qui supporte ces frais d'éducation, et c'est donc à elle que reviennent les fruits, les valeurs supérieures produites par le travail composé, et le travailleur lui-même ne peut avoir d'exigences supérieures.

***

Ce n'est donc pas seulement quand il n'existera plus de travail simple et de travail composé que les salaires du manœuvre et de l'ouvrier qualifié, du manuel et de l'intellectuel, doivent devenir égaux, c'est dès que ce ne sont plus « les individus ou leurs familles qui supportent les frais de la formation du travailleur ».

Or, en U.R.S.S. ce ne sont point les individus ou leurs familles qui supportent les frais de la formation du travailleur. Quand Staline met sous l'autorité de Marx et de Lénine sa politique de constitution de nouveaux privilèges, il commet donc un faux impudent.

R. L.

(1) Voir *R. P.* du 15 janvier 1926.

(2) Travail dénommé aussi par le traducteur d'Engels travail « composé », ou encore travail « compliqué ».

(3) Cette réponse fait l'objet du chapitre VI de la deuxième partie de l'*Anti-Dühring* : pages 256 et suivantes de la première édition française. C'est de ce chapitre que sont extraits les passages reproduits.

Parmi nos lettres

Critiques et suggestions

Nous avions demandé dans notre dernier numéro que l'on veuille bien nous faire part des critiques que l'on avait à formuler sur la composition de la revue et nous dire ce que l'on pensait de la suggestion faite par un camarade d'élargir notre cadre par des chroniques sur le cinéma, la musique, etc... Nous n'avons reçu jusqu'à présent que deux réponses.

Le camarade Caruel, instituteur du Finistère, nous écrit :

Attention ! que la R. P. ne devienne pas une sorte de magazine, de revue genre Monde. Car l'expression fort vague : « culture générale prolétarienne » est de celles dont se réclame la revue précitée !

La R. P. est une revue syndicaliste. Si vous y mettez phono, musique, radio, cinéma, dosez la place avec grande attention. Ce qu'il faut avant tout c'est le reflet des luttes du prolétariat, l'écho de ses organisations (or, que donnez-vous sur le travail pratique dans les deux C.G.T. : Centrales, Fédérations ou Syndicats ?), c'est la critique des méthodes, ce sont les conseils devant les situations nouvelles.

Vous dirais-je que je préférais le « Carnet du Sauvage » aux « Faits du Mois » ?

Les derniers numéros de la R. P. s'encombrent d'articles terriblement longs sur l'or, les dettes, etc... Cela ne va-t-il pas rebuter la masse des lecteurs ?

Restez donc « ouvrier », ce qui ne veut pas dire plat ou bête, mais simple, clair, « classe ».

Du camarade Chapon, du Nord, même son de cloche :

Une chronique 1° du cinéma, 2° de radio, 3° de phono, et même de... jazz. Et puis quoi encore ! Pourquoi pas aussi, tant qu'on y est, demander un compte-rendu des combats de boxe et le programme des salles de bals ! A mon point de vue, il faut être sérieux ; il ne faut pas que la R. P. devienne une succursale de « Radio-Magazine » ou de « Mon Ciné ». Il y a des choses plus intéressantes à s'occuper.

D'accord avec le camarade qui demande que l'on cesse de polémiquer autour « des broutilles de Gitton ou de Capocci » ; laissons ces gens de côté ; ils ne sont importants qu'autant que nous les y rendons. Il serait beaucoup mieux, à mon avis, de publier les biographies des militants disparus : Pouget, Griffuelhes, Pelloutier, Renard, etc..., et d'en profiter pour parler du syndicalisme d'avant-guerre, en faire une sorte d'historique.

D'autre part, nous constatons tous un fait : syndicalement, les jeunes ne sont pas éduqués. Qu'attendez-vous, Monatte, Dumoulin, Chambelland, pour relancer l'idée des Jeunesses Syndicalistes. Ces jeunesses « liquideraient » évidemment les mouvement politiques de jeunes, mais serait-ce un mal ?

Les lettres de ces deux camarades concordent : que la « R. P. » reste le plus exclusivement possible, une revue syndicale.

Caruel nous reproche en outre de ne pas suivre d'assez près la vie intérieure des organisations syndicales. C'est un reproche qui nous paraît fondé ; mais il est très difficile de l'éviter. Il nous faudrait, en effet, pour cela, une collaboration régulière des camarades qui militent le plus activement dans chaque corporation ; or, ces camarades qui sont des agissants, se soucient plus, et à juste titre, d'agir que d'écrire. Un exemple : à l'égard du problème qui divise actuellement les syndicalistes révolutionnaires : rester à la C.G.T.U. ou en partir — nous aurions tenu beaucoup à donner l'opinion de nos camarades dockers qui représentent la première des fédérations minoritaires de la C.G.T.U. Or, il ne nous a pas été possible d'arracher un article à Engler...

Caruel reproche également l'impatience prise par les études d'économie pure. Quelqu'arides que celles-ci puissent paraître elles nous semblent utiles parce que rien n'est plus propre à détruire les illusions réformistes que le démontage du mécanisme économique capitaliste. Peut-être, cependant, avons-nous exagéré. Nous voudrions bien avoir, sur ce point, l'opinion de pas mal de camarades.

Quant au « Carnet du Sauvage », Monatte a demandé d'en être déchargé pour quelque temps, mais nous espérons bien qu'il le reprendra à la première occasion.

***

L'activité des Comités locaux d'unité

Le camarade Chapon, qui est secrétaire du Comité d'Unité du département du Nord, a également fait sur le dernier article de Monatte les observations suivantes, que nous faisons suivre de la réponse de Monatte.

Dans votre article sur le Comité des 22 vous écrivez, mon cher Monatte, que les sections départementales n'ont rien fait sauf celle de la Loire. Je tiens à vous faire remarquer ceci : Le Comité du Nord formé le 29 mars 1930 a à son actif : 5 meetings ou conférences du 1er avril au 1er novembre, ceci malgré la grève du textile ; nous avions formé 4 sous-sections. Le nombre d'abonnés au Cri est passé pendant ce temps de 60 à 100. Nous avons collecté plus de 3.000 francs pour le Comité (ceci en 9 mois), sans préjudice du soutien aux grévistes. Au point de vue des congrès nous avons eu, non 7 syndicats comme dans la Loire mais bien une vingtaine pour les deux C.G.T. (je ne parle pas des nombreux syndicats autonomes qui nous suivaient). Parmi ces syndicats il faut noter les dockers unitaires de Dunkerque forts de 4.500 membres, et les cheminots confédérés de Lille-Délivrance, seul syndicat de cheminots du réseau Nord qui s'est prononcé sur la motion des 22. Ce rapide compte-rendu vous montre, Camarade, que pour des gens qui n'ont rien fait, ce n'est déjà pas trop mal. Si tous les Comités nous avaient imités !

Pour la clarté du petit débat, je veux rappeler ce que j'ai écrit et qui provoque l'amertume de Chapon:

« Sur 2.539 syndicats représentés à Japy, 132 seulement avaient voté la motion des 22.

Le travail, ingrat ou pas ingrat, des sections départementales se mesurait là. Nous l'avons constaté sans récriminer contre personne. Il prouvait que la plupart des sections n'existaient que sur le papier. Parmi celles qui vivaient réellement, la meilleure, la plus active, sans nul doute, et qui avait montré le plus d'initiative, celle de la Loire, n'avait pu entraîner que 6 ou 7 syndicats de son département sur 50 à 60. »

Chapon trouve que j'ai été injuste pour le Comité du Nord. Je m'étais précisément retenu d'en parler

afin de ne pas lui faire de peine. C'est que je pense que le Comité du Nord est l'exemple type du Comité qui a mal fonctionné. On est loin d'être d'accord !

Je ne peux suivre Chapon dans son étalage de résultats et discuter chaque point. Il confond ce qui a été fait par le Comité et ce qui a été fait dans le département. A le lire on croirait qu'il a amené au mouvement d'unité le syndicat des dockers de Dunkerque.

Dès le début de la campagne d'unité, nous avions de sérieux points d'appui dans le Nord : tout de suite du côté confédéré le syndicat des mineurs du Nord et la section du syndicat national des Instituteurs ; du côté unitaire les syndicats des dockers de Dunkerque et divers syndicats de verriers ; du côté autonome, les indirectes, les douaniers et le syndicat du textile de Tourcoing.

A la fin de la campagne, nous avions les mêmes, mais un peu moins ardents.

Une seule recrue, le syndicat des Cheminots de Lille-Délivrance. Amené par le Comité du Nord ? Non. Si je me souviens bien, c'est le centre qui l'a signalé au Comité du Nord.

Chapon aurait dû indiquer combien de syndicats confédérés du Nord ont voté à Japy la motion des 22. Il ne le fait pas. Comme nous, il ne le sait pas sans doute.

Mais ce que je sais, c'est qu'après la plupart des meetings et des conférences dont il fait état, nos camarades rentraient du Nord souvent désappointés. On s'y querellait plus qu'on y travaillait. Je revois la mine des camarades du Nord à la conférence nationale du 26 juin, après l'intervention de Chapon.

Pourquoi le mouvement d'unité si bien parti dans le Nord ne s'est-il pas du tout développé ? Cela tient à plusieurs causes. Mais il en est une que je suis obligé de dire à Chapon puisqu'il ne l'a pas encore deviné de lui-même.

Dans une région comme le Nord, il fallait au secrétariat du Comité non pas un apprenti mais un militant expérimenté. — P. M.

***

Est-ce de la dictature ? A propos d'un des « Faits du Mois » du dernier numéro :

Je suis éberlué par les remarques du dernier numéro intitulées « Ne nous laissons pas gagner par les méthodes de dictature ».

Si le Comité des « 22 » ou le Comité de propagande pour l'Unité syndicale — qu'on l'appelle comme on voudra — est mort de quelque chose, ce n'est sûrement pas de cela.

D'abord, loin d'être une dissolution dictatoriale par le « haut », ç'a été, au contraire, une décomposition du « haut » lui-même.

On peut tout nous reprocher, excepté des méthodes de dictature, ou même de centralisme. En fait, la mort du Comité des « 22 » a été annoncée par deux fois, par Digat dans le Populaire *à la fin du congrès de Japy, puis par Piquemal au congrès des Fonctionnaires, avant que le Comité lui-même ait pris une décision. Est-ce à dire que Digat et Piquemal aient fait acte de dictateurs ? Ils ont simplement repris leur liberté. Ils estimaient qu'un accord sur les moyens de réaliser l'unité n'était plus possible ; alors ils se retiraient. Ceux qui avaient essayé de concilier les points de vue et de maintenir le contact ne pouvaient que constater le fait et le déplorer. Mais le Comité était mort, avant même qu'une assemblée générale, que Chambelland avait d'ailleurs proposée, eut pu se tenir.*

Il ne faut pas jouer sur les mots. Il n'y avait plus de Comité des « 22 », dit-on, mais un Comité d'Unité auquel avaient adhéré plusieurs milliers de militants. Non, il n'y avait qu'un Comité très large. Pour ne pas donner prise au reproche de refaire les C.S.R. on n'avait voulu ni cartes ni cotisations, mais des signatures et des souscriptions. Il n'y avait pas une organisation ferme. Même s'il y avait eu un Comité réglementé ça ne l'aurait pas empêché d'être malade et de mourir, le jour où il aurait été déchiré, et avant que l'assemblée générale lui ait administré l'extrême-onction ?

En réalité, personne n'a voulu terminer cet effort en commun par une grande dispute publique. On n'était plus d'accord, on se séparait. Pas très contents, bien sûr. Mais n'était-ce pas ce qu'il y avait de mieux à faire ? Même et surtout du point de vue de la démocratie ouvrière.

C'est bien cela, Digat et Piquemal se retirent. Eh bien ! le Comité n'existe plus ! L'opinion des milliers de camarades qu'on a sollicités, qu'on a réunis, auxquels on a demandé un effort pécuniaire, inutile de la demander. Deux militants en vue ont décidé de se retirer, ça suffit ! Les militants « de base » n'ont pas besoin, eux, d'être consultés. On n'existe plus, on se « décompose ».

C'est cette tendance immodérée à décider des choses les plus importantes en petit Comité, à les laisser décidées par le fait de quelques militants, quelle que soit d'ailleurs la valeur de ces militants, qui nous parait tout à fait caractéristique des méthodes staliniennes, des méthodes « bureau politique », et à l'envers des méthodes syndicalistes.

***

L'escamotage de l'amnistie Un camarade qui suit de près le mouvement colonial nous écrit :

Alors, cet escamotage de l'amnistie par la grâce des socialistes et des communistes ! Quels salauds ! Ils commencent par donner en plein dans le coup de surprise de Laval, dans la délibération brusquée. C'est déjà difficilement admissible : un navire où il y a 120 guetteurs voit les récifs s'il veut les voir. Et ensuite, au lieu de faire l'obstruction qui aurait permis une délibération véritable, ils votent tout, ils votent avec les pires réactionnaires et le gouvernement que ni les annamites, ni les tunisiens, ni les malgaches n'ont rien à attendre des prolétaires français.

Les annamites resteront au bagne, et les malgaches en exil, grâce à MM. les députés communistes et socialistes. Ne parlons pas des socialistes qui sont évidemment complices. Mais les communistes qui pouvaient, pour une fois, rendre service à la classe ouvrière ! Ils pensent sauver la face par l'exposé platonique de Berthon et les protestations vagues de l'Humanité. *Plus que jamais il apparaît que pour eux une seule chose importe : sauver la face du parti. Quant à l'intérêt de la classe ouvrière, mon Dieu, c'est très secondaire...*

Pour les milliers d'annamites aux condamnations si ébouriffantes (pour avoir un jour hébergé un personnage qui, par la suite, se révéla être révolutionnaire, 10 ans de travaux forcés, etc...), pour beaucoup de ceux-là on aurait pu obtenir quelque chose. On n'aura rien.

Pour les malgaches on aurait pu avoir la victoire complète

et la mort du décret Daladier, permettant l'usage de la lettre de cachet. On n'aura rien. Ralaimongo et Ravoahangy resteront en exil, et Cayla pourra envoyer d'autres camarades les rejoindre.

Y a de quoi enrager ! Quelle sale soirée de Noël ça m'a fait passer...

***

Un reproche D'un camarade d'Alger :

On me charge de vous signaler que B. (des P.T.T.) reproche à la R. P. d'attaquer toujours les Soviets sans jamais indiquer les résultats acquis.

Quels résultats ? Pour nous ne comptent que les résultats dans la voix du socialisme, non ceux dans celle de l'américanisation. Quand, après le volte-face de Staline, il y a trois ans, a commencé la collectivisation des terres, la « R. P. » a été des premières à signaler toute l'importance de la chose, et y applaudir sans réserve. Mais depuis ? Nous voyons un patriotisme nouveau s'établir, s'ébaubissant de posséder les « plus grandes usines du monde », mais en fait de socialisme, c'est-à-dire de la conquête de la liberté et de l'égalité par le prolétariat, nous ne voyons que des progrès à rebours.

La suppression du capitalisme n'est pas à soi-seul la marche au socialisme. Le camarade B. est postier ; il n'y a pas de capitalisme dans les postes ; il sait bien que cela ne fait pas de l'Administration des Postes une institution socialiste ?

***

Les derniers massacres de Syrie Un syrien nous a adressé les renseignements suivants sur les derniers événements :

Au début de l'occupation, les impérialistes français ont voulu se comporter en Syrie comme dans leurs colonies, sans tenir compte du contrôle de la S.D.N., différant en cela des impérialistes anglais qui, plus psychologues, essayèrent de se maintenir dans le cadre du mandat de la S.D.N., notamment en Irak.

Sous la pression de la population syrienne, et aussi de la commission des mandats de la S.D.N., la France se décida à ne pas traiter la Syrie en colonie, et à établir un traité avec elle, pour succéder au mandat.

C'est ainsi qu'on se décida à procéder à des élections, avec l'espoir que la majorité serait une majorité « modérée ». De fait la Chambre, élue il y a trois ans, avait une majorité modérée, le « parti de l'indépendance » n'y ayant que 20 députés. Mais il ne fut pas difficile à ceux-ci de convaincre la majorité de la justesse de leurs principes, et, de ce fait, toute la Chambre, bientôt, ne forma plus qu'un bloc.

L'espoir de la France était déçu.

Cette Chambre devait élaborer une Constitution, ce qu'elle fit. Mais la France émit sur cette Constitution des réserves que la Chambre refusa d'admettre, car elles avaient comme résultat de rendre illusoire l'indépendance syrienne. La Chambre constituante fut alors dissoute, d'abord à titre provisoire, puis à titre définitif.

On se décida alors à faire de nouvelles élections cette année. Le haut commissariat, instruit par les événements du passé, décida d'intervenir dans les élections par tous les moyens et de ne faire élire que des députés dont le « loyalisme » serait certain.

Dès que les nationalistes se furent rendus compte des agissements des agents du gouvernement, ils demandèrent la constitution d'une commission pour la surveillance des urnes. Le haut commissaire, qui assumait, illégalement d'ailleurs, les fonctions de ministre de l'intérieur, refusa. C'est alors que le parti nationaliste décida de garder les bureaux de vote afin d'empêcher toute machination, mais la police intervint avec violence ; les troupes étaient préparées, et une révolte éclata dans le pays dont le résultat fut : 7 tués et 60 blessés à Damas, plusieurs blessés et 2 tués à Hamma, et, à Alep, où les événements prirent le plus d'envergure, 25 tués et 150 blessés ; de plus, à Alep, les candidats nationalistes furent emprisonnés. Il n'y a qu'à Homs que les élections se sont passées dans le calme.

Le haut-comissariat est responsable du sang versé.

Les élections sont maintenant suspendues ; on a fait semblant de réparer les fautes commises, en déplaçant certains fonctionnaires malhabiles, et pendant que le pays est ensanglanté, on parle de reprendre les élections !

***

En Syrie, République ou Royauté ? Du même correspondant, sur la situation politique dans le parti nationaliste syrien :

Le parti nationaliste a inscrit dans son programme, comme forme de gouvernement, la République. Cela peut entraîner des divisions dans le parti. Il aurait mieux valu, à mon sens, conquérir d'abord l'indépendance, et ensuite seulement décider de la forme à donner au gouvernement.

Une autre question est venue compliquer la situation, c'est le bruit selon lequel Faiçal, roi de l'Irak, prendrait le trône de Syrie et unirait ainsi les deux pays arabes. Certains nationalistes crurent voir là une manœuvre de la France ; en réalité la France cherche une solution à la question syrienne, car la Syrie lui coûte trop chère et risque de l'entraîner, un jour ou l'autre, dans un conflit avec la Turquie, pour la possession d'Alep et d'Alexandrette ; c'est pour cela que la France essaye d'attirer Faiçal ; mais, d'autre part, il est exact qu'une grande majorité de syriens est pour Faïçal, car elle voit en lui le symbole de l'Unité Arabe.

***

Marx - Lénine - Staline D'une camarade russe ces renseignements :

Dans l'un des derniers numéros de la Pravda *de Léningrad (8 décembre) nous avons lu à trois reprises que Yaroslavsky, celui de la Commission de contrôle du Parti, qui a exclu Trotsky, est reconnu « pourri de libéralisme bourgeois » et semi-trotskyste ! Il a, parait-il, laissé passer des passages inspirés par des idées libérales et trotskystes dans l' « Histoire du Parti » dont il assurait la rédaction. Il a été blâmé par la Conférence régionale du Parti qui s'est tenu dernièrement à Léningrad, et l'article de fond dit qu'il faut continuer la lutte sur le front théorique pour sauvegarder le drapeau de Marx-Lénine-Staline.*

Cette dernière expression est textuelle, et, pour ma part, je la vois pour la première fois.

Staline successeur de Marx et de Lénine ? Oui,... comme Bonaparte successeur de Robespierre.

A propos d'une pièce du théâtre ouvrier

Culture et Propagande

Sujet qui durera aussi longtemps que le capitalisme et, sans doute, même un peu plus ! Et l'occasion que nous fournit le camarade Virgile Barel (1) est trop tentante pour qu'on hésite à reprendre ce sujet.

Le camarade Virgile Barel a donc écrit une « pièce en un acte »; il ne dit point si cette pièce est une comédie, une tragédie, un drame, une farce, une revue ou toute autre chose. Mais que pourrait-il dire ? Elle n'est rien qu'un dialogue, un mauvais discours de propagande dialogué — sans verve, coupé parfois d'un chœur plus ou moins fantaisiste...

Le camarade qui me communique cette pièce me dit : « Cela ressemble aux pièces édifiantes pour patronages catholiques d'avant-guerre ». Hélas, non ! il y a vingt ans la propagande ouvrière catholique commençait à devenir intelligente.

Lieu de la pièce : un atelier de couturière.

SCENE I. — Un ouvrier interroge un écolier sur le bourrage qu'on lui fait subir à l'école. Et l'enfant, de déballer gentiment le bagage moral (?) et patriotique dont certains maîtres chargent l'enfance; si certaines des critiques sont justes (mais aucunement scéniques), d'autres le sont moins (2)... Après cela, l'ouvrier chante une chanson à l'enfant (Air : «C'est pour mon papa »), histoire de former son goût artistique sans doute; l'enfant s'en va et on ne parle plus de lui.

SCENE II. — Il est remplacé par une apprentie. L'ouvrier place un petit discours sur le syndicat de la couture. Il se trouve justement que la patronne est « dure, exigeante, brutale même... » Une cliente arrive ; comme de juste, c'est une caricature qui porte le nom de Madame Cassechose.

SCENE III. — Un chasseur alpin, frère d'une ouvrière, arrive à point pour faire la critique des manœuvres alpines et l'éloge de l'Armée Rouge. Et alors l'ouvrier qui était sorti pendant cette conférence spontanée revient et s'écrie :

« Salut à tous. Salut, camarade soldat. Je me réjouis de cette scène de fraternisation : les ouvrières, l'ouvrier et le soldat. Il ne manque que le paysan pour constituer le symbole de l'alliance qui mettra le prolétariat à la place de la classe bourgeoise. »

Pauvre vieux, va !

Comme tout cela est naturel de ton !

Comme si des scènes de fraternisation de ce calibre il ne s'en produisait pas chaque jour des milliers dans les trams, les jardins publics, les cafés, les corridors, les cuisines et les places publiques ! Quant au paysan qui manquait à cette facile embrassade, pourquoi s'en être privé ; l'oncle de l'apprentie aurait si bien pu descendre ce jour-là de son village avec une faucille dans son journal et un sermon sur le métayage au bout de la langue !

Evidemment, le camarade Barel haussera les épaules et répondra, ou à peu près : « Je ne me pique pas d'être un artiste. Je suis un propagandiste ».

Un propagandiste ? C'est justement à voir.

On s'imagine trop volontiers que la propagande n'est qu'un art grossier : coups de gueule — phrases démagogiques — promesses fallacieuses — affiches gigantesques — quelque chose comme l'art de déguiser carnavalesquement une Vérité que l'on révère, pour la rendre accessible aux masses. Profonde erreur, la propagande est un acte de finesse qui demande l'emploi de toutes les ressources de la psychologie des individus et de celle des foules.

La seule propagande efficace est celle qui est invisible — elle ne demande ni professionnels qui s'avouent, ni passionnés qui se découvrent. Car, en face des uns comme des autres, la foule, instinctivement, se replie : « quoi ! un délégué à la propagande ? un gars qui dit sa messe comme un autre, qui prêche pour sa paroisse et pour son bifteck ». J. R. Bloch a très bien noté ce réflexe dans un de ses commentaires d'« Europe » : « Symbolique d'une réunion ». Un inconnu, l'air d'un ouvrier, porte la contradiction à un intellectuel socialiste ; la salle le suit — mais brusquement on apprend qu'il appartient aux cadres du P.C., aussitôt le charme est rompu ; l'orateur s'est laissé étiqueté, il n'a plus prise sur la foule. Le propagandiste trop passionné — même amateur — ne porte pas davantage ; il est un être exceptionnel, tyrannique, embêtant, on le supporte mal, on le raille de sa passion, on lui soupçonne de défendre des intérêts particuliers bien cachés.

L'exemple de la bourgeoisie

Si nous nous trompons, qu'on recherche comment il se fait que plus le P.C. et la C.G.T.U. réorganisent et intensifient leur propagande, plus ils s'affaiblissent numériquement et voient décroître leur influence ! Que l'on nous dise pourquoi la bourgeoisie — notre maîtresse — camoufle aussi soigneusement sa propagande de classe sous le voile trompeur de l'objectivisme : à l'école, en couvrant son enseignement de classe du mot de neutralité, — ailleurs, en dissimulant les atteintes aux droits de la pensée libre sous les principes mille fois proclamés des Droits de l'Homme. Et la presse bourgeoise s'affirme-t-elle bourgeoise, conservatrice, réactionnaire ? Jamais de la vie. Le moindre « Petit Journal » feint l'objectivité dans l'information et se donne des airs en permettant de temps à autre à un Louis Roubaud ou à un Géo London de découvrir un abcès ; ce n'est point par ses journaux de classe («Action Française », « Echo de Paris », « L'Ordre ») que la bourgeoisie agit sur l'opinion des masses mais bien par sa presse dite d'information qui ne « fait

(1) *La Robe Rouge*, pièce en 1 acte, par Virgile Barel, publiée par la *Scène Ouvrière*, organe de la Fédération du Théâtre Ouvrier.

(2) Exemple : l'ouvrier unitaire se fâche parce que le maître fait chiffrer à l'enfant comme dépenses inutiles, l'alcool, le tabac... Et pourtant l'instituteur n'a-t-il pas raison de dire à ses élèves : Gardez votre santé, il faut être fort pour aider au progrès humain ; refusez votre argent aux bistrots (démocratiques), vous en aurez besoin pour vos journaux, vos livres et soutenir les œuvres de solidarité ouvrière. Il fut un temps où l'anti-alcoolisme était au programme syndical. Le militant unitaire de la *Robe Rouge* l'ignore évidemment.

pas de politique », tant elle sait que la meilleure propagande c'est celle que l'on ne reconnait pas. Qu'un «Ami du Peuple» se mette à manquer à la règle du jeu — et encore n'est-ce point sans couvrir sa défense de la bourgeoisie d'un semblant de sollicitude pour les travailleurs — et, aussitôt, le voilà suspect à la vieille bourgeoisie qui a dans le sang la tradition gouvernementale; il demeure le journal des nouveaux bourgeois, doués de plus d'appétit que maîtres dans l'art de conduire les peuples.

Certes, pendant la guerre, la pensée bourgeoise avait perdu toute maîtrise (le péril était si grand !) et la propagande de guerre prit les proportions du plus ignoble bourrage de crânes. Mais qui ne se souvient de la révolte hargneuse des soldats en face des mensonges de la propagande patriotique et en quelle haine nous avons tenu les journalistes de guerre, même et surtout lorsqu'ils étaient d'Académie Française. Je crois que nous n'avons haï qu'eux seuls. Et ce sentiment de refus à la propagande était si net que le commandement dut, à plusieurs reprises, intervenir auprès de la Censure pour demander que soit calmée une propagande qui indisposait la troupe. Signe indéniable de l'inutilité, de la nocivité d'une certaine propagande. Signe indéniable que l'homme, quelle que soit sa soif d'illusions et de mensonges, a besoin de vérité et de propreté intellectuelle.

Si, revenant plus spécialement à la propagande communiste, il me fallait encore un témoignage, je citerais ces lignes de Berl (« Europe » de novembre) : « Ils (les docteurs ès-communisme) m'ont dégoûté de citer Marx, comme les journalistes de guerre m'ont dégoûté de parler de guerre. »

Prendre son temps

Mais alors, que doit apporter la vraie propagande ? Non l'élément qui excite une minute ou un jour, mais l'élément qui nourrit une réflexion au cheminement sans doute lent et obscur mais certain. Le propagandiste ne doit jamais oublier qu'il a le temps. Des commis-voyageurs maladroits abusent de leurs clients et leur arrachent presque de force une petite commande : ils en sont fiers ; le vieux commis sait qu'il n'y a pas de meilleur moyen de cabrer sa clientèle et qu'il lui faut repasser au moment opportun...

Charles Andler dans « Europe » nous conte que Lucien Herr, bibliothécaire à l'Ecole Normale Supérieure, eut une influence énorme sur les élèves; mais il ne fut jamais indiscret: « Il laissait les résolutions mûrir, une à une, en chacun. Personne n'a poussé plus loin la réserve dans l'art de ménager les pensées et les âmes, ni plus loin, l'art de les aimanter.» On ne peut définir plus exactement un vrai propagandiste, qui doit être, selon la vieille parole : un **pêcheur d'âmes.**

Que le camarade Barel se demande si sa pièce convaincra, je ne dis pas dix adversaires, mais dix indifférents ? Elle aura tout juste les applaudissement de dix fanatiques — et encore ceux-ci ne préféreraient-ils point voir les lieux communs de la propagande jaillir spontanément des lèvres d'un orateur que les entendre — gelées d'avoir été préméditées — de la bouche d'acteurs grandiloquents ? Mais les applaudissements des convaincus est-ce cela que recherche le propagandiste ?

Aussi loin de Marx que "Le Pèlerin", de l'Évangile

Que Barel se demande encore, si sa pièce totalement rebâtie ne serait pas plus instructive et plus réellement marxiste : une patronne, non pas dure, mais bonne, bonne comme le pain, prise dans les nécessités implacables de la production, obligée mathématiquement et inexorablement, malgré sa bonté, de réduire les salaires, de mettre en chômage des ouvrières nécessiteuses — prouvant ainsi que la réforme morale (le « bon patron », l'« ouvrier sage ») chère aux sociaux chrétiens n'est qu'une utopie, que broient les réalités de la production. La haine des classes y perdrait sans doute, mais la conscience de classe n'y gagnerait-elle pas tout ?

Un Barbusse le sait bien, qui dans « Clarté », met la vérité sociale dans la bouche de l'ivrogne Brisbille, et le mensonge social dans celle d'un saint homme de prêtre, et le héros du livre s'écrie : « Il ne faut jamais confondre les idées avec les hommes. C'est une erreur qui fait bien du mal ».

Depuis plusieurs années les journaux ouvriers — et l'« Humanité » elle-même — ont fait un effort pour offrir à leurs lecteurs des feuilletons qui sont souvent des œuvres intéressantes; le théâtre ouvrier n'a pas le droit d'être moins exigeant pour les productions qu'il présente; qu'il épargne à son public des œuvres qui sont à Karl Marx ce que l'ignoble « Pèlerin » est aux Evangiles; qu'il se dise bien que la meilleure des propagandes c'est la présentation de la vérité humaine, qu'il traite les spectateurs comme des gens capables de pénétrer cette vérité et d'en devenir les défenseurs.

B. GIAUFFRET.

Le plan quinquennal des échecs

Dans un livre récent : « les Progrès du plan quinquennal » par Knickerbocker, nous trouvons cet extrait d'un discours de Krylenko, procureur général de l'U.R.S.S. à la « Conférence des joueurs d'échec de toute l'Union » :

« A bas le jeu d'échecs pour les échecs. Les tournois, matches et concours de toutes sortes doivent exciter la puissance créatrice des masses et n'avoir pas leur fin en soi. Nous devons en finir avec la neutralité des échecs et détruire une fois pour toutes le mot d'ordre : « les échecs pour les échecs » exactement comme nous l'avons fait avec : l'art pour l'art. Il faut y appliquer le principe de planification. Nous devons organiser des brigades de choc de joueurs. L'exécution du plan quinquennal du jeu d'échecs est notre tâche immédiate. »

Des communistes... ou des « tapés » ?

Nous avons reçu des lettres de Roger Francq et de Piquemal, trop tard pour être insérées dans ce numéro. Ce sera pour le mois prochain.

A travers les Livres

Georges David : LA CARNE. (Rieder).

La Carne, c'est le soldat qui a la foi, qui, malgré ses misères, regarde l'armée comme infaillible, « *c'est le vrai serviteur, le préféré, celui qui couche avec la Patrie, qui revient glorieux, ou qui meurt dans la gloire.* »

Du gamin de l'*Epicerie-Comptoir de la purée à Bois-Bonneuil* qui s'emplissait les yeux et l'âme de la vie des soldats en cantonnement, et refusait de partager la misère de ses parents, au commandant La Carne exécutant son frère un matin d'Août 1918, la route est logique, implacable, douloureuse.

Quelque chose qui le dépasse a exigé qu'il échappe à la résignation des gueux, aux humiliations de la misère. 18 ans, le bureau de recrutement, les galons de caporal, de sergent, le travail forcené pour St Maixent. Son orgueil cabré lui fait prendre le détour atroce du mépris des siens. Plus tard, il est la brute inhumaine n'admettant aucune faiblesse, ne comprenant pas les défaillances, la rosse, le mufle près duquel les « *bouches se tordent de terreur* ».

Il reste sympathique cependant parce qu'on le sent dominé tout entier par son idéal magnifique, immense, sa seule raison de vivre : c'est sans haine qu'il frappe et c'est surtout sans intérêt. Il est un pauvre homme de foi qui s'efforce, frère du *Simonneau* de *Cure-Bissac* et du *Valère* de la *Parade*, mais frère plus douloureux parce que l'idée qui le mène l'a porté plus haut, plus longtemps et surtout plus loin des siens qu'eux.

Le jour où sa « *Servitude* » lui fera tuer son frère, lui-même brisera les idoles en lesquelles, seul, il croyait encore, et, ce jour-là, lui apparaîtront cruellement, l'inanité de son rêve et l'horreur de la guerre. « *Il n'y a pas de* Marseillaise, *pas de drapeaux, il n'y a pas de soleil, pas de Revanche. Il y a le mensonge et la mort, les communiqués, les citations, la gnole et le Bulletin des Armées. Il y a aussi les héros. Tous sont des héros : les héros-conducteurs qui se tiennent le ventre à l'abri et les héros-pauvres bougres qui ont sué la peur pendant quatre ans et se font ramasser la carcasse en rampant vers un trou. Les héros hurlant après les brancardiers, le héros fuyant sous les injures et le revolver ignobles de la Carne.* »

La Carne, bouquin antimilitariste ? Non. Pas de propagande. L'homme se raconte : sentiments simples, mots de tous les jours. L'amertume du ton vient de ce qu'il a beaucoup souffert. Il ne veut pas plus se citer en exemple que s'humilier. A aucun moment on n'a l'impression d'une leçon à dégager, d'un principe à combattre ou à adopter. Le romancier nous donne un récit fort, douloureux, prenant, mais qui n'est qu'un roman. A nous de tirer de là, si bon nous semble, ce que notre tempérament et nos idées nous y feront découvrir, l'œuvre reste elle-même et c'est ce qui fait sa force.

Ch. CHIANEA.

E. et G. Lefranc : LE PROBLÈME DE LA CULTURE. (Imprimerie Ouvrière, Le Mans).

Editée sous la responsabilité de la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes (S.F.I.O.) cette brochure contient des réflexions intéressantes bien que l'expression en soit parfois surannée : « *Autre Dieu à renverser : l'Argent. Idole ancienne, monstrueusement affamée de sacrifices humains. Le prestige de l'argent est faux...* »

Nous y trouvons aussi des idées qui nous semblent insuffisamment au point; les auteurs se plaisent à opposer les deux termes : culture humaine et culture prolétarienne. Pourquoi donc? La culture prolétarienne tend à faire un homme du prolétaire considéré jusqu'ici comme du matériel, mais il demeure évident que cette culture prolétarienne n'a rien de commun avec l'agitation — propagande des communistes et la propagande électoraliste des socialistes.

En voici une autre:

« *Nous avons signalé l'erreur de ceux qui veulent aujourd'hui placer au cœur de l'histoire, le travail. C'est de nouveau confondre science et propagande. Le monde du passé n'était pas fait seulement de seigneurs, de guerriers et de rois; mais il n'avait pas, non plus, comme uniques personnages les paysans, les artisans et les ouvriers. L'histoire est faite des réactions, des attentes et des tentatives de tous ces groupes, mêlés en des sociétés diverses. D'ailleurs, qu'on le regrette ou non,* ce qu'il y a d'original et d'éternel dans le contenu de civilisation fut plus souvent créé par les privilégiés que par les opprimés. *Socrate n'est pas possible sans ses esclaves ; mais il m'intéresse plus qu'eux.* »

Les auteurs entendent mal ce que signifie « *placer au cœur de l'histoire, le travail* ». Ceci ne consiste point à oublier les seigneurs, prêtres, artistes et rois de l'histoire (les historiens qui se sont spécialisés dans des histoires de travailleurs ont traité isolément un aspect de l'histoire tout comme ceux qui ont écrit une Histoire Diplomatique, sans prétendre avoir donné une Histoire Générale) — mais bien à expliquer la vie matérielle, intellectuelle et morale de toutes les classes sociales d'une époque par le mode de production dominant. Montrer ce que Socrate doit à ses esclaves ce n'est ni l'escamoter, ni le diminuer, c'est au contraire lui rendre sa figure sociale.

A propos des humanités techniques, E. et G. Lefranc écrivent : « *Vouloir insérer la culture dans la formation technique, c'est former des ouvriers à l'horizon étroit, enkystés dans leur milieu, prêts à tous les égoïsmes corporatifs...* » A cela ils opposent la conception suivante : « *Chaque homme doit connaître et comprendre son métier en l'associant à ce qu'il sait de l'ensemble social et en l'accordant à la notion de ses responsabilités.* » Le malheur c'est qu'obligatoirement les prolétaires connaîtront un métier, vers 18 ans, avant de connaître l'ensemble social ; force leur est donc de partir de ce qu'ils ont solidement acquis pour découvrir l'inconnu ; que, par la suite, toute acquisition de connaissances nouvelles les oblige et nous oblige tous à un incessant réajustement des connaissances anciennes, ce n'est que trop évident : les connaissances ne se superposent point dans l'homme comme les sédiments dans une mer tranquille ; elles s'entremêlent.

B. GIAUFFRET.

Louis Paul : A VINCENNES SANS INVITATION. (Les Humbles).

Louis Paul n'a pas communié avec la foule à Vincennes. Il a promené de pavillon en pavillon des idées stupides : il a pensé aux nègres massacrés, aux bombes des avions conquérants. Il se moque de tout le monde : de Lyautey, de Mangin, des missionnaires catholiques et aussi des protestants ; de ceux qui ont élevé l'exposition et de ceux qui l'admirent, en prenant le Pirée pour un homme. Qu'est-ce que ça prouve ? Que Louis Paul est un mauvais esprit et peut-être même un mauvais Français. Tant pis pour lui !

B. G.

E. Lanti : LA LANGUE INTERNATIONALE. (Fédération Espérantiste Ouvrière).

E. Lanti s'est arrêté longuement à la question de l'*unité* de la langue Internationale, car là aussi il y a division. Mais la partie qui nous a intéressés le plus est celle qui traite de l'extension prise par l'espéranto dans le monde entier ; l'auteur conclut avec raison que l'espéranto est une langue vivante susceptible de rendre les plus grands services au prolétariat.

B. G.

A travers les Revues

Dans **Europe** (décembre 1931) Michel Farbmann à qui nous devons cette œuvre substantielle *Piatiletka* (le Plan de cinq ans) donne « *La signification Internationale du plan de Cinq ans* ». Il constate que « *le Plan de Cinq ans, après avoir été décrié comme stupidité, bluff et cauchemar de Statisticien, est maintenant examiné et étudié non pour sa signification à l'intérieur de son pays d'origine, mais presque comme un modèle à imiter par le monde entier.* »

Et il ajoute :

« *C'est d'ailleurs à peu près absurde... car ce qui se passe aujourd'hui en Russie est essentiellement né de la Russie et défie toute imitation directe.* »

M. Farbmann insiste sur cette idée qui, à notre avis, est essentielle :

« *La Russie actuelle est pour ainsi dire dans la lune de miel de sa conscience nationale.* »

« *Il paraîtra sans doute exagéré, mais il est historiquement vrai de dire que la véritable vie nationale de la Russie commence seulement avec la Révolution.* »

« *Ce qui se passe en Russie, c'est la naissance d'une nation et la naissance d'un ordre nouveau.* »

Pour la naissance de l'ordre nouveau, M. Farbmann relève que la Russie a réussi à « *établir un chiffre record dans son développement industriel* », mais il rappelle « le handicap diabolique » de la Russie qu'il rend sensible en quelques chiffres : les Etats-Unis produisent 468 kilos de fer par habitant, l'U.R.S.S., 14 ! ; la production électrique des Etats-Unis est trente fois supérieure à celle de l'U.R.S.S. ; aux Etats-Unis on compte 51 km. de chemins de fer par 1.000 km. carrés, en Russie, 3,5. Le plan quinquennal a beau doubler et quadrupler les richesses industrielles de l'U.R.S.S., cette dernière n'en demeure pas moins, et pour longtemps encore, une nation à industrie retardée. De plus, il faut noter que le développement de la production est assuré au moyen d'une réduction extrêmement énergique de la consommation mais M. Farbmann ajoute : « *Souffrir de la pauvreté est une chose, faire un sacrifice pour une cause commune en est une autre entièrement différente.* »

Ce développement est acquis également par un changement frappant dans le rythme du travail :

« *Partout je fus profondément impressionné par le nouvel esprit de bonne humeur dans lequel s'accomplissait le travail, et par l'introduction d'un rythme de travail que je ne pouvais reconnaître comme propre à la race.* »

« *Tous les moyens qu'ils* (les bolcheviks) *peuvent employer pour faire pénétrer cet esprit de dévouement au travail: flatterie, caresses, intimidation, prière, appel à l'amour-propre national des travailleurs sont tour à tour et assidûment employés.* »... « *Félicitations en public et récompenses données aux bons travailleurs, publication dans les journaux, des photographies, non seulement des mauvais ouvriers, mais des paresseux et des saboteurs. C'est le même but qu'on poursuit dans les modalités de paiement des ouvriers aux pièces, non à l'heure...* »

Qu'on nous permette de souligner la conclusion de l'auteur :

« INTENSIFICATION DE L'EFFORT, VOILA LA CLÉ DU PROBLEME DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE EN RUSSIE. EN FAIT C'EST LA QU'EST LA REVOLUTION ET TOUT LE RESTE N'EST QUE SECONDAIRE. »

Michel Farbmann, sauf erreur, est un bourgeois anglais : il aime le rendement; la construction du socialisme est pour lui secondaire !

B. G.

*
* *

Dans **Nouvel Age** quelques bonnes nouvelles : l'attachant *Tortillard* de *Louis Nazzi*, *La route* de *Marie Le Franc*, bien différent comme style de ce qu'on trouve habituellement dans *Nouvel âge* et la fin du frais roman de *Cyriel Buisse : Printemps.*

D'*Eugen Relgis*, l'entretien avec *Latzko* est à retenir. L' « homme de douleur », comme l'a nommé Romain Rolland, l'auteur des *Hommes en guerre*, du *Tribunal de la Paix* et de *Sept jours* que *Nouvel âge* a publié récemment, vit dans le Tyrol. Ses œuvres sont interdites en Hongrie, son pays natal. Malgré sa santé plus que mauvaise et la suspicion dont il se sent entouré dans ce pays fasciste, il continue à mener le combat pour ses idées sociales.

« *La guerre entre les nations ne disparaîtra pas,* dit-il, *tant que durera la lutte de classe... C'est seulement lorsque des dizaines et des dizaines de milliers d'hommes seront solidaires dans leur refus de tuer, qu'on pourra espérer éviter la guerre qui approche.*

« *L'influence des livres ? Je pensais en 1917-18, avec les* Hommes en guerre, *avoir éveillé, au moins dans quelques milliers de lecteurs, les mêmes sentiments qui me torturaient. Je sais aujourd'hui que tous nos efforts sont inutiles : les hommes lisent, vont au théâtre, mais la littérature est autre chose que la vie.* »

Quelques pages après, *Camille Belliard* dans sa chronique : *Lire beaucoup, bien lire*, semble combattre — et le hasard seul en est cause, qui a fait presque juxtaposer un long développement de pédagogue à une phrase de combattant social — cette opinion de Latzko.

C. Belliard constate que le livre lu n'est pas toujours, pas souvent le bon livre, car le lecteur « *veut de la jouissance et nous lui offrons de l'effort* », et il propose de créer un office du bon livre, dont il donne la définition : « *Le bon livre n'est pas un catéchisme ; il doit fortifier l'ensemble des qualités morales et des facultés intellectuelles de chacun* ». Jusque là nous sommes d'accord avec lui, mais où nous nous en éloignons résolument c'est quand il écrit que cet Office devrait être subventionné par l'Etat, et les personnalités formant le Comité directeur, « *nommées et rétribuées par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ». Combien de pattes blanches les auteurs devront-ils montrer pour que leurs livres soient sacrés « *bons* » ? Non, non, il y a certainement un gros effort à faire pour arriver à ce que les livres lus par les prolétaires éveillent en eux autre chose que leurs instincts sensuels ou leur admiration pour les gigolos, mais cet effort doit être fait en dehors de l'*Etat*. Sans Comité ni Office, le ministre boycotte déjà assez de bouquins qui lui déplaisent (souvenez-vous des *Meskines* de Charles Boussinot, de *Hussein* de Finbert et de tant d'autres) pour que nous, révolutionnaires, renforcions encore ses moyens.

A signaler également une bonne page de *Georges Pillement* sur les *tendances sociales du mouvement pictural au Mexique* et le récit de *Louis Souray : Janucch en France*, si tristement vrai.

Ch. Ch.

FAITS & DOCUMENTS

Etant donné l'actuelle importance des événements d'Allemagne, nous donnons ci-dessous trois documents, d'ordre très divers, sur l'Allemagne. D'abord un article de Trotsky, puis les impressions de voyage d'un français de la jeune génération, enfin un article du journal de l'opposition de gauche (non trotskyste) d'Allemagne.

*
* *

« La clef de la situation internationale est en Allemagne. »

Dans la « Vérité » du 12 décembre, Trotsky examine la situation mondiale et, particulièrement, celle de l'Allemagne. Voici ce qu'il dit de la France, et les principaux passages de ce qu'il dit de l'Allemagne :

LA FRANCE

La France que les augures de l'I.C. plaçaient, il y a dix-huit mois ou deux ans, « au premier rang de l'essor révolutionnaire », est en réalité le pays le plus conservateur de toute l'Europe et, peut-être, du monde entier. La stabilité relative du régime capitaliste en France provient, pour une bonne part, de l'état arriéré du pays. La crise, en France, apparaît plus faible qu'en d'autres pays. Dans le domaine financier, Paris essaie même d'égaler New-York. La « prospérité » actuelle des finances de la bourgeoisie française a pour source immédiate le pillage perpétré à Versailles. Mais c'est précisément la paix de Versailles qui couve la plus grande menace pour tout le régime de la République française. Entre le chiffre de la population, celui des forces productrices et celui du revenu national de la France, d'une part, et sa situation internationale, actuellement, d'autre part, il existe une contradiction criante qui amènera inévitablement une explosion. Pour maintenir son éphémère hégémonie, la France, comme pays « nationaliste », et aussi en tant que pays radical-socialiste, fut forcée de chercher dans le monde entier à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires, sur les formes les plus archaïques d'exploitation, sur l'innommable clique roumaine, sur le régime en décomposition de Pilsudski, sur la dictature militaire en Yougoslavie ; elle dut maintenir en diverses fractions séparées la nation allemande (l'Allemagne et l'Autriche), maintenir aussi le couloir ouvert pour la Pologne, en Prusse orientale, favoriser l'intervention japonaise en Mandchourie, pousser la clique militaire japonaise contre l'U. R. S. S., se manifester comme l'ennemi principal du mouvement émancipateur des pays colonisés, etc., etc. La contradiction entre le rôle secondaire de la France dans l'économie mondiale et les privilèges monstrueux qu'elle possède, et ses prétentions dans la politique mondiale, se manifestera, de mois en mois, plus nettement, accumulera les dangers les uns sur les autres, ébranlera la stabilité intérieure, provoquera des craintes et du mécontentement dans les masses populaires, et amènera des déplacements de l'opinion politique de plus en plus profonds. Ces processus, sans aucun doute, se manifesteront dès les prochaines élections parlementaires.

Mais d'autre part, tout nous oblige à supposer que, s'il ne se produit pas de grands événements en dehors de ce pays (par exemple la victoire de la révolution en Allemagne, ou bien, au contraire, la victoire du fascisme), le développement des rapports intérieurs dans la France même se produira, pour la période le plus prochaine, d'une façon relativement « rythmique », ce qui ouvre aux communistes la possibilité d'utiliser, pour se consolider, une période considérable de préparation, jusqu'au moment où surviendront des situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires.

SUR LE FOND DE LA POLITIQUE MONDIALE QUI EST LOIN D'ÊTRE PACIFIQUE, LA SITUATION EN ALLEMAGNE SE DÉTACHE NETTEMENT

Sur le fond de la politique mondiale qui est loin d'être pacifique, la situation de *l'Allemagne* se détache nettement. Les antagonismes politiques et économiques ont atteint en ce pays une gravité inouïe. Le dénouement s'annonce tout proche. Le moment vient où la situation pré-révolutionnaire doit se transformer en situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. Selon la direction et la solution que trouvera la crise allemande, seront engagés, pour de nombreuses années, non seulement le sort de l'Allemagne même (et ce serait déjà beaucoup) mais les destinées de l'Europe, les destinées du monde entier.

L'édification socialiste de l'U.R.S.S., la marche de la révolution espagnole, le développement d'une situation pré-révolutionnaire en Angleterre, l'avenir de l'impérialisme français, le sort du mouvement révolutionnaire en Chine et dans l'Inde, tout cela se ramène directement, immédiatement, à une seule question : quel sera le vainqueur en Allemagne au cours des mois qui vont suivre ? le communisme ou le fascisme ?

LES « LEADERS DU PROLÉTARIAT MONDIAL » ONT UN BŒUF SUR LA LANGUE !...

L'heure où il faudra prendre des résolutions approche. Or, l'I.C. ne veut pas se rendre compte du caractère véritable de la situation mondiale actuelle, ou bien, plus exactement, craint de s'en rendre compte. Le Bureau de l'I.C. se tire d'affaire en expédiant des feuilles d'agitation qui ne signifient rien. Le Parti dirigeant de l'I.C., le Parti russe, n'a pris aucune position. « Les leaders du prolétariat mondial » ont un bœuf sur la langue. Ils croient se mettre hors d'affaire en se taisant. Ils se disposent à rester en place tant qu'ils pourront. Ils espèrent durer en attendant les événements. A la politique de Lénine ils ont substitué celle de l'autruche. Un moment approche, un de ces moments décisifs dans l'histoire, où l'I.C., après avoir commis de grandes erreurs, qui ne furent pourtant que des fautes « partielles », qui ébranlaient ou détruisaient ses propres forces accumulées pendant les cinq premières années de son existence, risque de commettre une erreur fondamentale, fatale, qui peut emporter l'I.C. elle-même, l'effacer comme facteur révolutionnaire de la carte politique pour toute une époque de l'histoire.

Que les aveugles et les lâches ne s'en aperçoivent pas ! Que les calomniateurs et les journalistes stipendiés nous accusent d'être en collusion avec la contre-révolution ! N'est-il pas entendu que la contre-révolution n'est nullement ce qui renforce l'impérialisme mondial, mais bien ce qui gêne la digestion du fonctionnaire communiste. La calomnie ne fera pas peur aux bolchéviks-léninistes et ne les arrêtera pas dans l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire. Rien à taire, rien à atténuer. Il faut dire nettement et fortement aux ouvriers avancés : après la « troisième période » d'aventure et de vantardise, la « quatrième période » est arrivée, celle de la panique et des capitulations.

« FICHEZ-NOUS LA PAIX ! »

Si l'on traduit le silence des dirigeants actuels du parti communiste russe en langage clair, ce silence signifie :

« Fichez-nous la paix ! ». Les difficultés intérieures, en U.R.S.S., sont extrêmes. Faute d'être régularisées, les contradictions économiques et sociales continuent à s'aggraver. La démoralisation de l'appareil, résultat inévitable d'un régime plébiscitaire, a pris des proportions véritablement menaçantes. Les rapports politiques et, avant tout, les rapports à l'intérieur du Parti, les rapports entre l'appareil démoralisé et la masse désagrégée, sont tendus au dernier degré. Toute la sagesse du bureaucrate consiste à *attendre que les choses aillent mieux, à différer*. La situation en Allemagne comporte d'évidentes menaces de bouleversements. « Laissez-nous tranquilles ! Laissez-nous nous tirer d'abord, à l'intérieur, des contradictions les plus graves. Là-bas... on verra après ». Tel est l'état d'esprit des sphères supérieures de la fraction stalinienne. C'est là précisément ce que cache le scandaleux silence des « leaders » au moment précis où leur devoir de révolutionnaires le plus élémentaire est de se prononcer clairement et nettement.

Il n'y a nullement lieu de s'étonner que le silence perfide de la direction de Moscou ait donné le signal d'une panique chez les leaders berlinois. Maintenant qu'il faudrait se préparer à conduire les masses vers des batailles décisives, la direction du parti communiste allemand se montre effarée, tergiverse et se sort d'affaire par des phrases creuses. Ces gens-là n'ont pas l'habitude d'agir sous leur propre responsabilité. Ils rêvent actuellement de pouvoir démontrer que le « marxisme-léninisme » exige qu'on se dérobe au combat.

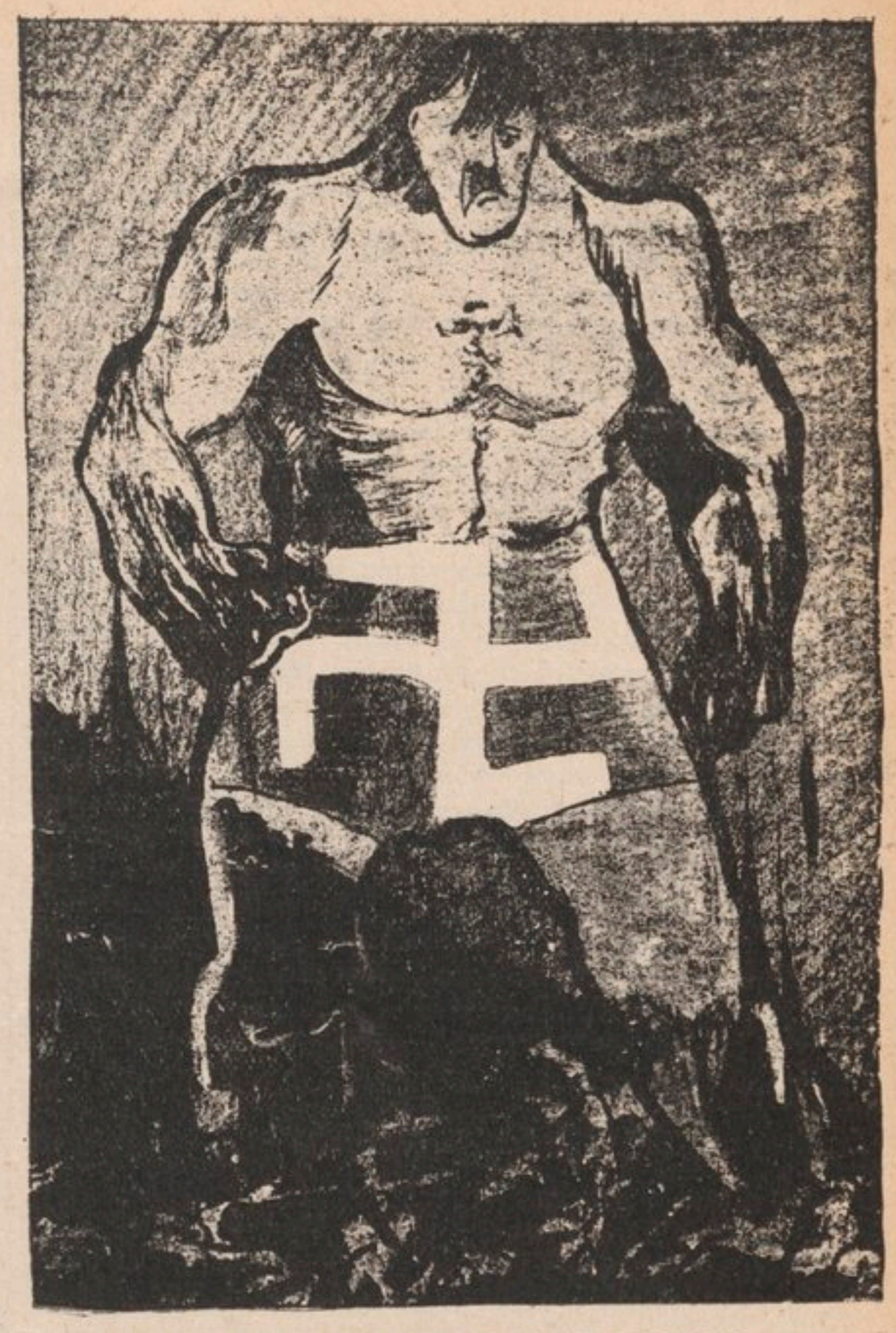
A ce sujet, il ne semble pas qu'on ait encore construit une théorie achevée. Mais elle est déjà dans l'atmosphère. Elle passe de bouche en bouche et se traduit dans des articles et des discours. Le sens de cette théorie, le voici : le fascisme monte irrésistiblement; de toutes façons, sa victoire est assurée ; au lieu de se jeter « aveuglément » dans la lutte et de se faire battre, il est plus prudent de battre en retraite, de laisser au fascisme la possibilité de prendre le pouvoir et, par là, de se compromettre. Et alors, — oh ! alors — nous montrerons ce que nous valons.

L'esprit d'aventure et d'étourderie, conformément aux lois de la psychologie politique, s'est transformé en prostration et capitulation. La victoire des fascistes que l'on considérait, il y a un an, comme inimaginable, est regardée aujourd'hui comme assurée. Un quelconque Kuusinen, inspiré dans la coulisse par un quelconque Radek, prépare pour Staline une géniale formule stratégique : battre en retraite en temps opportun, éloigner les troupes révolutionnaires de la ligne de feu et tendre au fascisme un piège qui serait... le pouvoir gouvernemental.

Si cette théorie était définitivement adoptée dans le parti communiste allemand et déterminait le cours politique de ce parti dans les mois qui vont suivre, il faudrait y voir de la part de l'I.C., une trahison d'une gravité historique non moindre que celle qui a été commise par la social-démocratie le 4 août 1914; encore les conséquences seraient-elles aujourd'hui encore plus épouvantables.

Le devoir de l'opposition de gauche est de donner l'alarme: la direction de l'I.C. conduit le prolétariat allemand à une immense catastrophe qui consistera en une capitulation, causée par la panique, devant le fascisme.

L'arrivée au pouvoir des « nationaux-socialistes » aurait pour effet, avant tout, l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations; elle lui ôterait toute foi en lui-même et en son avenir. Si l'on tient compte de la plus grande maturité, de la bien plus grande gravité des antagonismes qui existent en Allemagne, l'œuvre infernale du fascisme italien semblerait probablement insignifiante, ce serait une expérience presque humanitaire en comparaison de ce que pourrait faire le national-socialisme allemand.



LA VRAIE FIGURE DU FASCISME

(vue par *der Bauprolet*, organe du syndicat d'industrie du bâtiment)

Battre en retraite, dites-vous, vous autres qui étiez hier les prophètes de la « troisième période » ! Les leaders et les institutions peuvent battre en retraite. Des individus peuvent se cacher. Mais la classe ouvrière, devant un pouvoir fasciste, n'aura point de retraite, ne saura où se cacher. Si l'on admet, en effet, ce qu'il y a de plus monstrueux et de plus invraisemblable, c'est-à-dire que le Parti Communiste évitera effectivement la bataille, et livrera, par conséquent le prolétariat à son ennemi mortel, cette opération n'aurait pas d'autre sens que ce qui suit: de terribles combats éclateraient non point *avant* l'arrivée des fascistes au pouvoir, mais *après*, c'est-à-dire dans des conditions infiniment plus favorables pour les fascistes. La lutte d'un prolétariat trahi par sa propre direction, pris à l'improviste, désorienté, désespéré, contre le régime fasciste, se transformerait en une suite de terribles convulsions sanglantes, qui resteraient sans résultat. Une dizaine de soulèvements prolétariens, une dizaine de défaites, l'une suivant l'autre, ne pourraient opérer une saignée sur le prolétariat allemand et l'affaiblir autant que le débiliterait en ce moment une reculade devant le fascisme, alors que se pose seulement la question de savoir qui sera le maître en pays allemand.

LE CONTENU DE LA « PUISSANCE » FASCISTE

En 1923, Brandler exagérait monstrueusement l'importance des effectifs du fascisme et, par là, dissimulait la capitulation. Le prolétariat mondial subit jusqu'à ce jour les conséquences de cette stratégie. La capitulation historique du P.C.A. et de l'I.C. en 1923 a servi de base à la montée du fascisme. Actuellement, le fascisme allemand constitue une force politique infiniment supérieure à celle dont il disposait il y a huit ans. Nous n'avons cessé, tout ce temps, de prévenir une sous-estimation du danger fasciste et ce n'est pas à nous de nier ce danger maintenant. C'est précisément pour cela que nous pouvons et devons dire aux ouvriers révolutionnaires allemands: vos leaders retombent d'une extrémité dans l'autre.

En attendant, la principale force des fascistes est celle du nombre. Oui, ils obtiennent de nombreuses voix aux élections. Mais ce n'est pas le bulletin de vote qui décide dans la lutte sociale. Les principaux effectifs du fascisme restent toujours constitués par la petite-bourgeoisie et la nouvelle classe moyenne qui s'est formée: petites gens de l'artisanat et du commerce dans les villes, fonctionnaires, employés, techniciens, intellectuels, paysans ruinés. Dans la balance d'une statistique électorale, un millier de voix fascistes a autant de poids qu'un millier de voix communistes. Mais, dans la lutte révolutionnaire, mille ouvriers appartenant à une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle d'un millier de fonctionnaires, d'employés aux écritures, comptés avec leurs femmes et leurs belles-mères. La masse principale fasciste est composée d'une poussière d'humanité.

LA SUPERIORITÉ SOCIALE ET COMBATIVE DU PROLETARIAT

S'abandonnant à leur panique, nos stratèges de malheur oublient l'essentiel : la grande supériorité sociale et combative du prolétariat. Les forces du prolétariat n'ont pas été dépensées jusqu'à épuisement. Le prolétariat est capable non seulement de lutter, mais de vaincre. Quand on nous parle d'une déficience de l'état d'esprit qui existe dans les entreprises, nous avons dans la plupart des cas l'expression du marasme qui règne parmi les observateurs, c'est-à-dire parmi les fonctionnaires du parti qui ont perdu le Nord. Mais il faut aussi considérer que les ouvriers ne peuvent faire autrement que d'être troublés par une situation complexe et par la confusion qui se manifeste dans les sphères supérieures. Les ouvriers comprennent qu'une grande bataille exige une ferme direction. Ce qui effraie les ouvriers, ce n'est point la force des fascistes, ce n'est point la nécessité d'une lutte acharnée. Ce qui les inquiète, c'est le peu de sûreté de la direction, ce sont ses hésitations, ses tergiversations, au moment le plus grave. S'il existe dans les usines un certain accablement, une déficience, il n'en restera pas trace dès que le parti élèvera fortement, clairement, sa voix, en toute assurance.

L'ARMÉE ROUGE !

Indiscutablement, les fascistes disposent de cadres sérieusement formés pour la bataille, ils ont des bataillons de choc expérimentés. Il ne faut pas considérer cela à la légère: les « officiers », même dans une armée créée pour la guerre civile, jouent un grand rôle. Mais ce qui décide ce ne sont pas les officiers: ce sont les soldats. Or, les soldats de l'armée prolétarienne sont incomparablement supérieurs à ceux de l'armée de Hitler, et plus sûrs et plus maîtres d'eux-mêmes.

Lorsque le fascisme aura pris le pouvoir, il trouvera facilement ses soldats. Quand on dispose de l'appareil de l'Etat, on peut former une armée avec des fils de famille, des intellectuels, des employés d'administration, des ouvriers démoralisés, des clochards, etc. Exemple: le fascisme italien. Bien qu'ici l'on doive dire qu'il n'y a pas encore eu de sérieuse épreuve historique de la valeur combative de la milice fasciste en Italie. Mais, voyons ! pour l'instant, le fascisme allemand n'est pas encore au pouvoir. Il lui faut encore conquérir le pouvoir dans une lutte contre le prolétariat. Est-il possible que le parti communiste ait formé, pour cette lutte, des cadres moins bons que ceux des fascistes? Et peut-on admettre un instant que les ouvriers allemands, qui détiennent de puissants moyens de production et de transport, qui, par les conditions mêmes de leur travail, forment l'armée du fer, du charbon, du rail, du fil électrique, ne manifestent pas dans la lutte décisive leur infinie supériorité sur la poussière d'humanité que représente Hitler?

*
* *

Berlin Hiver 1931 Dans « Plans » de décembre 1931, Philippe Lamour évoque des tableaux perçus au cours d'un rapide voyage en Allemagne. En voici quelques-uns :

Des rues larges, grouillantes d'une foule sombre, illuminées a giorno. *Toutes les devantures croulent sous le poids des marchandises offertes, les toits hurlent une publicité tapageuse et colorée. Il y a un marchand de cigares par maison ou presque. Paradoxe du monde moderne. Plus la crise s'étend, plus chacun déploie d'efforts pour s'en sauver et d'ingéniosité pour attirer la clientèle. Et plus la crise revêt l'aspect de la prospérité. L'accumulation des marchandises invendues donne l'apparence de l'abondance : on ajoute une lampe ou une affiche.*

L'économie du commerce allemand est un mystère. Comment arrivent à vivre ces maisons de tabac concurrentes? Leurs ventes portent sur des objets d'une valeur minime : un cigare de 30 pfennigs, un paquet de tabac à 40 pfennigs. Il faut un nombre considérable de clients pour justifier ces stocks énormes. En réalité, la rue exprime la façade vivante d'immenses blocs de maisons surpeuplées. Chaque bureau de tabac a la clientèle quotidienne de quatre à cinq blocs. Et les libraires? qui achète ces livres luxueux dont le moindre vaut cinq marks (30 francs !) ? Mystère du commerce allemand. Tous les cafés sont d'énormes Bierhalle, *tous les magasins éclatent de marchandises. Les taxis sont sans clientèle. Des hommes corrects, en jaquette, faux-cols durs et souliers éculés vendent des journaux et sollicitent l'aumône: des chômeurs qui usent leur dernier habit, celui des cérémonies, mais qui ont trop marché avec des souliers vernis. Naturellement, dès le trottoir de la gare, un vendeur spécial en képi brun et la croix gammée en brassard, offre tous les journaux hitlériens.*

Les révolutions modernes sont lentes et insinuantes... L'étranger qui revient après plusieurs mois est frappé de la rapidité de l'évolution. L'indigène l'a à peine aperçue. Peu à peu, il s'est accoutumé à abandonner le taxi pour le métro, puis à aller à pied le plus souvent possible. Il s'est fait une géographie des restaurants à bas prix, il éprouve un sentiment de gêne devant une automobile trop insolente de luxe. Ce qui ne change pas, c'est le besoin essentiel, permanent, nécessaire comme une drogue, du cinéma. On peut crever de faim et ne manger qu'une fois par jour. On supprimera encore un repas afin d'avoir le mark utile pour le cinéma. Qui dira de combien le cinéma hebdomadaire — seule con-

solation d'une semaine de misère, rêve sans pensée, illusion dans le noir, opium — et la T.S.F. du petit employé, ont retardé les émeutes dans l'Europe en désordre?

Enorme. Tout est énorme. Il semble qu'on ne puisse rien entreprendre de mesuré. Sur la Postdamerstrasse, une banque a fait construire un palais de dix étages. De la Postdamerplatz, on voit monter dans le ciel une bâtisse dont on renonce à compter les fenêtres. Les banlieues s'étendent jusqu'aux lacs le long d'énormes avenues toutes bordées de cités-casernes. Les cinémas sont des cathédrales, les boulevards des autostrades. Et devant tous ces bureaux futurs, les bureaux actuels se ferment. Les étudiants se groupent à deux ou à trois dans le même appartement. Les étages s'élèvent dans le vide pour un but vague et indéfini. Vous donnez, par téléphone, un rendez-vous dans un café que vous avez fréquenté il y a trois mois. Vous vous y rendez : il est fermé. Faillite.

21 heures. Une salle énorme près d'Alexanderplatz. Pleine et enfumée. Quatre mille personnes, assises, en ordre, en silence. Des balcons, pendent des banderolles rouges, avec des inscriptions révolutionnaires. A la tribune, un homme parle sans enfler la voix, sans gestes oratoires. Un calme rapport de conseil d'administration. Des phrases simples sur des choses concrètes. Il finit sur une dernière indication pratique, sans péroraison. Applaudissements. C'est le meeting communiste.

*On donne aux auditeurs le droit de poser des questions. Ils se lèvent, chacun à leur tour et, avec discipline, demandent leur renseignement, sagement. Jamais plus d'une phrase, pas de tentative de discours. D'autres font passer leur question écrite sur un bout de papier. A chacun l'orateur répond. Un dernier discours. Puis, toute la salle se lève et, tranquillement, en ordre, entonne l'*Internationale. *Je n'aurais pas cru qu'il y avait tant d'*Internationales. *Celle-ci n'a rien de commun avec le long cantique plaintif et coléreux que chantaient, en 1921, les grandes foules du Chapeau Rouge, roulant vers le Pré-Saint-Gervais, en traînant des drapeaux écarlates. C'est un chant précis, rythmé, un peu sec. On en respecte les temps et les soupirs en suivant la mesure précise d'une baguette invisible. Puis, la foule s'écoule. Dans les couloirs, des camarades du* Rote Front *portent de tragiques pancartes où s'étalent des photographies agrandies. Quelques-unes horrifiées par la mort : en dessous des inscriptions : 3 enfants, 4 enfants. Ce sont les communistes tués dans les dernières bagarres avec les Nazis.*

Tout à coup éclate un chœur bizarre, monocorde, inquiétant. Quinze jeunes gens, filles et garçons, tenant les bords d'un énorme drap rouge, hurlent ensemble en détachant les syllabes, d'un rythme égal, sans une bavure, une phrase cent fois répétée jusqu'à l'abrutissement, sur le même ton. C'est le chœur parlé *faisant appel à la solidarité pour le Secours rouge. Il fallait y penser.*

Dans la rue, les schupos, prêts.

Dans les banlieues de Berlin, les Nazis ont loué d'énormes bâtiments. Là, on nourrit les chômeurs. Il suffit de se présenter et de revêtir l'uniforme hitlérien. On est logé en chambrée, on se réchauffe en faisant l'exercice. A la porte, un factionnaire devant une guérite marquée d'une énorme croix gammée.

Simplement.

Sous l'œil paterne des schupos.

Et tout le monde, bourgeois et communistes, commerçants et chômeurs, tous, du matin au soir, parlent d'une chose, une seule, la Révolution. Sur cet événement non daté mais certain, accepté, attendu par tous, on fonde tous raisonnements, tout calcul, toutes prévisions commerciales. On attend Hitler qui, comme Boulanger, hésite devant son triomphe. Les uns pour l'appuyer, les autres pour le voir enfin vulnérable, tous pour sortir de la trouble atmosphère d'attente et de médiocrité au bord de la catastrophe dans laquelle l'Allemagne se débilite.

Là-bas, ici, tout près, à six heures de Paris, Berlin commence sa révolution et Paris n'en sait rien.

*
* *

Les syndicats allemands s'intègreront-ils dans un capitalisme d'Etat ?

A propos d'un projet de fusion des syndicats social-démocrates avec les syndicats catholiques et autres, la « Volkswille », organe du Leninbund, pose, dans l'article qui suit, toute la question du capitalisme d'Etat.

Pour sauver le système capitaliste, Brüning a, par sa première ordonnance, supprimé le droit au contrat collectif. L'abaissement des salaires est fait sans égard à ce que stipulaient les contrats antérieurs. L'activité des syndicats libres (1) et leur action commune avec les syndicats chrétiens et Hirschdunker (2) contre l'ordonnance de Brüning s'est réduit à des « mises en garde » et à de pâles « protestations ». Brüning ne s'en est pas inquiété. Dans son discours, diffusé par radio, il a souligné que pour la rédaction de son ordonnance, « il ne s'était laissé influencer d'aucun côté » et qu'il ne se laisserait pas influencer. La bureaucratie syndicale n'a pas pris la moindre mesure de résistance contre cette attaque monstrueuse contre le niveau de vie de la classe ouvrière, contre ses droits syndicaux et politiques et l'existence de ses organisations.

Les mesures de Brüning exaucent les vœux exprimés par les principaux industriels. Etablissant un lien étroit entre les entreprises et l'Etat, ces mesures ont un caractère de capitalisme d'état, qui se manifestera encore davantage lorsque se développeront leurs conséquences. Les chefs syndicaux ont vu depuis longtemps, que l'Union des industriels voulait instaurer le capitalisme d'état, afin de sauver de la banqueroute le système capitaliste, et ils se sont déclarés d'accord avec cette évolution. Leur participation au conseil économique du gouvernement Brüning et leur action commune avec les syndicats chrétiens en sont la preuve. La tolérance dont ils ont fait preuve à l'égard de Brüning et leur déclaration de vouloir tolérer même une coalition Brüning-Hitler le confirment nettement.

Que les réformistes soient prêts à collaborer à l'établissement du capitalisme d'état, cela ressort du jugement qu'exprime le *Vorwärts* du 9 décembre 1931 sur l'ordonnance de Brüning.

« Dans tous les cas, cette ordonnance est la plus forte et la plus vaste main-mise sur l'économie qu'ait jamais tenté l'Etat à l'intérieur du monde capitaliste. Il ne reste plus rien de l'économie soi-disant libre. Cette expérience peut n'avoir qu'un temps comme toujours, mais en tout cas, la revendication socialiste de régler et de diriger l'économie par l'intermédiaire de l'état dans l'intérêt des masses travailleuses trouve là la meilleure justification.

---

(1) Nous rappelons qu'en Allemagne les syndicats social-démocrates s'appellent « syndicats libres ».

(2) Syndicats fondés en 1868 par un économiste bourgeois, pour faire pièce aux organisations ouvrières socialistes, notamment lassaliennes, et dont le principe est la collaboration des classes.

« Cette revendication ne pourrait être affaiblie par l'échec de la présente expérience, et elle sortirait renforcée de sa réussite. »

Le couplet sur la « justification du socialisme » est destiné aux ouvriers social-démocrates qui attendent des décisions de lutte. Au reste le *Vorwärts* souligne le caractère *capitalisme d'Etat* des mesures de l'ordonnance de détresse. Tolérer ces mesures c'est donc collaborer au capitalisme d'Etat. Sous le couvert de « sauver la République », d'éviter le « chaos économique », cette collaboration est représentée depuis longtemps aux syndiqués et à la classe ouvrière allemande comme nécessaire. C'est un nouveau pas fait par les syndicats libres sur la voie du soutien de la classe bourgeoise. Morceau par morceau, ils ont abandonné ce qui leur donnait un caractère de classe. Si l'ordonnance de « conciliation » réduisait le droit de grève, l'actuelle ordonnance de « détresse » fait de toute grève un acte politique, un acte contre la loi. La propagande pour la grève générale ou une grève politique devient un crime de haute trahison. La grève n'est plus légale. La suppression du droit au contrat collectif est également un morceau des syndicats libres qui s'en va.

L'abandon de la lutte de classe par les chefs des syndicats réformistes a pour résultat que le gouvernement bourgeois avec son capitalisme d'Etat accorde aux ouvriers ce que la classe dirigeante croit pouvoir ou devoir accorder à la classe opprimée. Elle accorde aux syndicats libres dans le cadre du capitalisme d'Etat, les fonctions pour lesquelles elle estime que l'appareil syndical peut être employé.

Il n'est pas étonnant qu'à la suite de cette évolution, la bureaucratie syndicale réformiste veuille supprimer la séparation qu'imposait jusqu'à présent le maintien — au moins dans le programme — de la lutte de classes, entre les syndicats libres et les jaunes (chrétiens et Hirschdunker). L'action commune avec les syndicats chrétiens et Hirschdunker se transformera en une unité d'organisation.

Telles sont les conséquences d'une politique qui se met au service du capitalisme d'Etat. Elle conduit les syndicats à se supprimer eux-mêmes comme syndicats « libres » et à se mettre sur le même plan que les jaunes. L'acceptation de servir le capitalisme d'Etat signifie la fin, prévue par nous, du mouvement des syndicats libres. L'union des syndicats bourgeois, chrétiens et libres en une même organisation supprime une difficulté pour le capitalisme d'Etat qui pourra confier alors aux syndicats les fonctions qu'il leur réserve. Leipart, le vice-président de l'Union des Syndicats libres, prépare le chemin. Il se trompe quand il croit servir l'Etat démocratique. Il fraye la voie à Hitler. Il n'est pas douteux que les conséquences de leurs actes pousseront les chefs réformistes beaucoup plus loin qu'ils ne se proposent.

Mais les ouvriers feront tout pour empêcher que les organisations créées par eux dans la lutte soient livrées à l'Etat et au fascisme.

De l' « Information » du 7 janvier, cette analyse d'un discours du Dr Dietrich, ministre des finances d'Allemagne :

Le Dr Dietrich formula l'espoir que la bourgeoisie allemande — dont malheureusement une grande partie a déjà adhéré au mouvement hitlérien — se ralliera, au moment décisif, aux forces **conservatrices** de l'Etat, c'est-à-dire au Centre et à la **Social-démocratie.**

Le gérant : M. CHAMBELLAND
CRUVÈS ET CIE - CANNES

ENTRE NOUS

QUATRE PAGES DE PLUS

L'a-t-on remarqué ? Notre dernier numéro, le dernier numéro de l'année, avait quatre pages de plus que d'ordinaire : 36 au lieu de 32. C'est qu'en effet, nous étouffons un peu dans nos 32 pages. L'époque que nous vivons est si riche d'événements que si nous voulons faire une étude, même succincte, des questions les plus importantes qui se sont posées durant le mois, devant le mouvement ouvrier, et en même temps relier celui-ci, par des études historiques et autres, à son passé et au développement général du monde, trente-deux pages sont bien peu ! Chaque mois, nous sommes obligés de laisser sur le marbre, deux ou trois articles.

Mais quatre pages de plus, c'est deux cent francs de plus. C'est donc un luxe que nous ne pourrons nous payer assez souvent que si le nombre de nos abonnés augmente. C'est une nouvelle raison pour que nous répétions ce que nous disions dans notre dernier numéro :

ENVOYEZ-NOUS UNE ADRESSE D'ABONNÉ GRATUIT

Peu de camarades ont répondu à cet appel. Peu ont joint à leur souscription ou à leur abonnement de soutien l'adresse d'un abonné possible auquel nous ferions le service de la « R. P. » gratuitement pendant six mois. Cela cependant ne vous coûte rien, camarades, qui voulez bien nous envoyer votre obole, et cela nous serait extrêmement utile, car nous n'avons pas d'autres moyens de recruter de nouveaux lecteurs que de nous adresser à des abonnés possibles, sélectionnés par nos abonnés eux-mêmes.

Donc : 1° Que chaque nouveau souscripteur d'au moins 20 francs (soit sous forme de souscription, soit sous forme d'abonnement de soutien) n'oublie pas de joindre à sa souscription le nom et l'adresse d'un abonné possible auquel nous enverrons la « R. P. » pendant six mois ;

2° Que chaque camarade qui, depuis le 1er octobre dernier, a envoyé une souscription d'au moins 20 francs, nous envoie, sans nouvelle souscription, le nom et l'adresse de la personne à laquelle il désire que la « R. P. » soit servie.

Et que cela ne vous empêche pas, souscripteurs ou non, de nous envoyer en outre, autant d'adresses que vous pourrez, d'abonnés possibles, auxquels nous ferons le service gratuit d'un ou deux numéros.

Pour que la « R. P. » puisse éteindre ses dettes, souscrivez ! pour qu'elle étende son influence, aidez-nous à faire des abonnés !

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mlle Boyer (Pas-de-Calais), 100 ; Vidal (Hte-Loire), 50 ; Germain Raymond (Belgique), 100 ; Bureau (Alger), 500 ; Maupioux (Seine), 50 ; Clément Camus (Paris), 100 ; Monatte (Seine), 50 ; Leblanc (Aisne), 100. Total : 1.050 fr.

SOUSCRIPTIONS DE DÉCEMBRE

Savel (Loire), 10 ; Groyer (Seine), 2 ; Millet (Loire-et-Cher), 10 ; Croze (Drôme), 10 ; Labonne (Paris), 10 ; Lavenir (Rhône), 25 ; Leblanc (Aisne), 30 ; Ménard (Paris), 10 ; Germaine Goujon (Seine-Infér.), 20 ; Chartier (Paris), 10.

Total : 137 fr.

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

« VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT ».

VIENT DE PARAITRE :

JACQUES PERDU

Les Insurrections lyonnaises

(1831-1834)

Une forte brochure de 90 pages **Prix : 4 fr. 50**

POUR LE CENTENAIRE !

— Envoi franco par la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (10e). —

POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

Lisez :

"...l'Abominable Vénalité de la Presse"

A. RAFFALOVITCH
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pages ..... Prix : **25 fr.**

qui vient d'être édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10e). Chèque postal : Paris 43-08

NOUVEAUTÉS DU MOIS

LITTERATURE

Marc BERNARD : **Au Secours** (N.R.F.) 13 50

Alberto MORAVIA : **Les Indifférents** (Rieder) ..... 20 fr.

Aldons HUXLEY : **Deux ou trois grâces** (Stock) ..... 15 fr.

Boris PILNIAK : **La Septième République de Tadjikstan** (Rieder) 16 50

Franz HELLENS : **Grippe-Cœur** (Valois) ..... 15 fr.

Henri BARBUSSE : **Zola** (N.R.F.) ..... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Gugliemo FERRERO : **La fin des aventures. Guerre et Paix** (Rieder) .. 15 fr.

Jean JAURÈS : **Etudes Socialistes** (Rieder) ..... 50 fr.

Gustave LE BON : **Lois phychologiques de l'évolution des peuples** (Alcan) 12 fr.

— **Psychologie des foules** (Alcan) ..... 15 fr.

— **Psychologie du Socialisme** (Alcan) ..... 30 fr.

DIVERS

Tchao-Tchum-Tchéou : **Evolution des relations diplomatiques de la Chine avec les puissances (1587-1929)** (Pedone) ..... 30 fr.

Tous ces livres sont adressés FRANCO par la **Librairie du Travail,** contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris 43.08.

Tous les Mercredis :

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire

organe de l'Indépendance du Syndicalisme et de l'Unité Syndicale

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : **50 centimes**

Abonnements : 6 mois, **10 fr.** ; 1 an, **20 fr.** — **Chèque postal :** René Deveaux **525.67**
PARIS